

CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK
GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK

SEANCE DU 26 MAI 2010
VERGADERING VAN 26 MEI 2010

PRESENTS-AANWEZIG : Mme-mevr. Jodogne, Bourgmestre ff-Burgemeester wnd; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Nimal, De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.-hh. Charels, Clerfayt, Van Gorp, Grimberghs, Mme-mevr. Nyssens, MM.-hh. El Khattabi, Özkara, Lahlali, Öztürk, Courtheoux, Mmes-mevr. Onkelinx, Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Bouhjar, Mmes-mevr. Ozdemir, Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mme-mevr. Vriamont, , MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mmes-mevr. Held, Vanhauwaert, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris

Absent -=- Afwezig : M.-h. Ayad, Mmes-mevr. Aliç, Nalbant et/en M.-h. Ramdani, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

EXCUSÉS-VERONTSCHULDIGD : M.-h. Köse, Echevin-Schepen, Mmes-mevr. Bouarfa et/en Lejeune de Schiervel, Conseillères communales-Gemeenteraadsleden

EN DÉBUT DE SÉANCE -=- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING : MM.-hh. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Reghif, Bouhjar, Özkara, Dönmez, El Arnouki, Mme-mevr. Onkelinx, MM.-hh. Vanhalewyn et/en El Khattabi

Mme Jodogne, Bourgmestre ff, préside l'assemblée qu'elle ouvre en séance publique à **18 heures 44 minutes**.- De openbare vergadering wordt geopend om **18.44 uur** onder voorzitterschap van **mevr. Jodogne**, Burgemeester wnd.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **28 avril 2010** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **28 april 2010** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

Madame Held est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

Mevrouw Held is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **Mme Corteville**.

De vertaling staande vergadering wordt door **Mevrouw Corteville** verzekerd.

SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

* *

Le conseil communal respecte une minute de silence en mémoire de Monsieur Christian GERMAIN -- De vergadering houdt één minuut stilte ter nagedachtenis van de heer Christian GERMAIN.

* *

POINTS INSCRITS À LA DEMANDE D'HABITANTS -- PUNTEN INGESCHREVEN OP VERZOEK VAN INWONERS

SP 1.- Amélioration de la sécurité routière de la rue A. Lambiotte (section entre la chaussée de Louvain et l'avenue Chazal) -- Verbetering van de verkeersveiligheid in de A. Lambiottestraat (deel tussen de Leuvensesteenweg en Chazallaan)

Mme Martou expose son point
Mme la Bourgmestre ff répond
M. Grimberghs, Mme Durant, MM. Köksal'et Courtheoux interviennent.
M. Denys intervient

* * * * *

MM. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Reghif, Bouhjar, Özkara et Dönmez entrent en séance -- De hh. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Reghif, Bouhjar, Özkara en Dönmez treden ter vergadering.

* * * * *

* *

M. Özkara demande la parole sur un sujet étranger à l'ordre du jour.
Mme la Bourgmestre ff. répond.

* *

SERVICES DU SECRETAIRE COMMUNAL -- DIENSTEN VAN DE GEMEENTESECRETARIS

Assemblées -- Vergaderingen

SP 2.- Maison Autrique - Assemblée Générale et Conseil d'Administration - Délégation de la commune - Remplacement de Monsieur Vincent VANHALEWYN -- Maison Autrique - Algemene vergadering en Bestuursraad - Vertegenwoordiging van de gemeente - Vervanging van de heer Vincent VANHALEWYN

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la Nouvelle loi communale et notamment ses articles 117 et 120,
Vu les statuts de l'asbl " La Maison Autrique ",
Vu la décision du conseil communal du 26 mars 2007,
Vu le courrier de Monsieur Vincent VANHALEWYN du 9 mars 2010,
Vu le courrier de Monsieur Benoît LECHAT du 23 avril 2010,
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 mai 2010,
DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

de désigner, comme candidat de la commune au sein de l'assemblée générale et du conseil d'Administration de l'asbl " Maison Autrique ", Monsieur Daniel COUILLIEN, domicilié rue des Ailes, 92, 1030 Bruxelles, en remplacement de Monsieur Vincent Vanhalewyn, domicilié chaussée de Haecht, 282, 1030 Bruxelles.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de Nieuwe gemeentewet en in het bijzonder haar artikelen 117 en 120,

Gelet op de statuten van de vzw " La Maison Autrique ",
Gelet op het raadsbesluit dd 26 maart 2007,

Gelet op de briefwisseling van de heer Vincent VANHALEWYN dd 9 maart 2010,

Gelet op de briefwisseling van de heer Benoît LECHAT dd 23 april 2010,

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen dd 11 mei 2010,

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Om de heer Daniel COUILLIEN, wonende Vleugelstraat 92 te 1030 Brussel, aan te duiden als vertegenwoordiger van de gemeente tijdens de algemene vergadering en tijdens de bestuursraad van de vzw " Maison Autrique ", en dit ter vervanging van de heer Vincent Vanhalewyn, wonende Haachtsesteenweg 282 te 1030 Brussel.

SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -==- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER

Taxes -==- Belastingen

SP 3.- Taxe sur les antennes relais de mobilophonie - Exercices 2010 à 2013 - Modification - Approbation -==- Belastingreglement op de relaisantennes van mobilofonie - Dienstjaren 2010 tot en met 2013 - Wijziging - Goedkeuring

M. Guillaume expose

Mme Vriamont, MM. Clerfayt, Bouhjar et Grimberghs interviennent.

M. Guillaume répond.

DECISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 31 voix contre 9 -==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen tegen 9

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1 et l'article 118, alinéa 1 ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales et provinciales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale, en particulier les articles 91 à 94 ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu les dispositions du titre VII, chapitres 1^{er}, 3, 4, 7 à 10 du CIR 92 ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'ordonnance du 18 avril 2002 modifiant l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Revu sa délibération du 17 décembre 2008 votant le renouvellement et la modification du règlement taxe sur les antennes relais de mobilophonie pour un terme de 5 ans, expirant le 31 décembre 2013 ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE : par appel nominal, par 31 voix contre 9

TAXE SUR LES ANTENNES RELAIS DE MOBILOPHONIE EXERCICES 2010 A 2013 – MODIFICATION

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2010 à 2013, une taxe communale annuelle sur les antennes relais de mobilophonie.

Article 2

La taxe est due pour l'année civile entière par le propriétaire de l'antenne relais de mobilophonie quelle que soit la date d'installation ou d'enlèvement de l'antenne au cours de l'exercice. Le cas échéant, la taxe est due par les copropriétaires de l'antenne relais de mobilophonie. A défaut d'en déterminer le possesseur, le propriétaire de l'immeuble sur lequel l'antenne est installée sera considéré comme subsidiairement redevable de la taxe et personnellement obligé de l'acquitter de la même manière que le redevable originaire sauf recours contre celui-ci s'il y a lieu.

Article 3

Le taux par unité taxable est fixé au 1^{er} janvier 2010 à € 8.622 et sera indexé au 1^{er} janvier de l'année suivante au taux de 2% conformément au tableau ci-dessous:

Exercice 2011	Exercice 2012	Exercice 2013
€ 8.794,44	€ 8.970,33	€ 9.149,74

Article 4

L'administration communale adresse au redevable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. Les redevables qui n'ont pas reçu de formule de déclaration sont tenus d'en réclamer une auprès de l'administration, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

Cette déclaration est valable jusqu'à révocation.

En cas de modification de la base d'imposition, une nouvelle déclaration devra être spontanément établie dans un délai de 10 jours prenant cours le jour de la modification.

Le redevable est tenu de faciliter le contrôle éventuel de sa déclaration notamment en fournissant tous documents et renseignements qui lui seraient réclamés à cet effet.

Article 5

La non-déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe. Dans ce cas, la taxe enrôlée d'office est majorée d'un montant égal à la taxe due.

Article 6

Les rôles de la taxe sont arrêtés et rendus exécutoires par le Collège des Bourgmestre et Echevins au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice d'imposition.

Article 7

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. A défaut de paiement dans ce délai, les sommes dues sont productives au profit de l'administration, de l'intérêt de retard calculé d'après les règles fixées par l'article 414 du Code des impôts sur les revenus de 1992.

Article 8

La taxe est recouvrée par le Receveur communal conformément aux règles établies pour la perception des impôts au profit de l'Etat.

Article 9

Le redevable peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être introduite par écrit. Elle doit être datée et signée par le réclamant ou par son représentant et mentionne les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites sous peine de déchéance, dans un délai de six mois, à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 10

Le présent règlement abroge tout règlement antérieur relatif au même objet et entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk artikel 117 alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op de wet van 24 december 1996, betreffende de vestiging en de invordering van de provinciale en lokale belastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen; in het bijzonder artikels 91 tot 94;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken;

Gelet op de bepalingen van titel VII, hoofdstukken 1, 3, 4, 7 tot en met 10 van WIB 92;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de ordonnantie van 18 april 2002 tot wijziging van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Herziende zijn raadsbesluit van 17 december 2008, stemmend de hernieuwing en de wijziging van het reglement betreffende de belasting op de relaisantennes van mobilofonie, voor een termijn van 5 jaar, vervallend op 31 december 2013;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen tegen 9

BELASTING OP DE RELAISANTENNES VAN MOBILOFONIE DIENSTJAREN 2010 TOT 2013 – WIJZIGING

Artikel 1

Er wordt voor de dienstjaren 2010 tot 2013, een jaarlijkse belasting ingevoerd op de relaisantennes van mobilofonie.

Artikel 2

De belasting is verschuldigd voor het hele burgerlijk jaar door de eigenaar van de relaisantenne van mobilofonie ongeacht de datum van installatie of verwijdering van de antenne in de loop van het dienstjaar. In voorkomend geval, is de belasting verschuldigd door de mede-eigenaar van de relaisantenne van mobilofonie. Bij gebrek de bezitter te kunnen aanduiden, wordt de eigenaar van het gebouw waarop de antenne zich bevindt, beschouwd als subsidiair

verantwoordelijk voor de belasting en persoonlijk verplicht deze te vereffenen op dezelfde wijze als de oorspronkelijke belastingplichtige, behalve beroep tegen deze, indien nodig.

Artikel 3

De aanslagvoet per belastbare eenheid wordt op 1 januari 2010 gevestigd op € 8.622 en zal op 1 januari van het volgende jaar geïndexeerd worden met 2% volgens onderstaande tabel:

Dienstjaar 2011	Dienstjaar 2012	Dienstjaar 2013
€ 8.794,44€	€ 8.970,33€	€ 9.149,74€

Artikel 4

Het Gemeentebestuur zal aan de belastingplichtige een aangifte toesturen welke deze dient terug te zenden, ingevuld, gedateerd en getekend voor de vermelde vervalddag. De belastingplichtigen welke geen aangifte hebben ontvangen, dienen er één aan te vragen en dit uiterlijk op 15 januari die volgt op het desbetreffende dienstjaar.

De aangifte is geldig tot herroeping.

In geval van wijziging van de basis der belastingaanslag, zal een nieuwe aangifte spontaan moeten worden ingediend binnen de 10 dagen volgend op de dag van de wijziging.

De belastingplichtige is ertoe gehouden bij te dragen tot het gemakkelijke nazicht van ondermeer zijn aangifte door alle elementen en documenten te verstrekken welke ten dien einde worden gevraagd.

Artikel 5

Bij ontbreken van de aangifte binnen de voorziene termijnen, of de onjuiste, onvolledige of onduidelijke aangifte vanwege de belastingplichtige, zal de aanslag van ambtshalve worden gevestigd. In dit geval zal de ambtshalve aanslag worden verhoogd met hetzelfde bedrag van de verschuldigde belasting.

Artikel 6

De kohieren van de belasting worden door het College van Burgemeester en Schepenen opgemaakt en uiterlijk op 30 juni van het jaar volgend op het aanslagjaar afgesloten en uitvoerbaar verklaard.

Artikel 7

De belasting is te betalen binnen de twee maanden na verzending van het aanslagbiljet. Bij gebreke van betaling binnen de vastgestelde termijn zullen verwijlinteressen worden gevorderd, berekend volgens de bepalingen vastgelegd in artikel 414 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen voor 1992.

Artikel 8

De belasting wordt door de Gemeenteontvanger ingevorderd volgens de regels vastgesteld voor het innen van belastingen ten voordele van de Staat.

Artikel 9

De belastingplichtige kan een bezwaar indienen bij het College van Burgemeester en Schepenen die als bestuursoverheid handelt. Om de ongeldigheid te vermijden, moet het bezwaarschrift schriftelijk ingediend worden bij het College van Burgemeester en Schepenen. Het bezwaar moet gedagtekend en ondertekend zijn door de eiser of zijn vertegenwoordiger, met vermelding van naam, hoedanigheid, adres of de zetel van de belastingplichtige waarvoor de belasting is vastgesteld, alsook het voorwerp van het bezwaar, het verslag van de feiten en de middelen.

De bezwaren moeten ingediend worden, op straffe van verval, binnen de termijn van zes maanden vanaf de datum van de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 10

Dit onderhavige raadsbesluit herroept ieder vorig raadsbesluit betreffende hetzelfde voorwerp en treedt in voege op 1 januari 2010.

EQUIPEMENT ==- UITRUSTING

Budget ==- Begroting

**SP 4.- Budget 2010 - Modification budgétaire ordinaire n°1 -
Approbation ==- Begroting 2010 - Gewone
Begrotingswijziging nr. 1 - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlagen)**

M. De Herde expose

MM. Bouhjar et Lahlali interviennent.

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 32 voix contre 8 ==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met 32 stemmen tegen 8

Contrôle ==- Controle

**SP 5.- Asbl "Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES" -
Comptes 2009 - Prendre acte ==- vzw "Joyeuse
Enfance de Schaerbeek - JES"- Rekeningen 2009
- Akteneming
(voir annexes - zie bijlagen)**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl " Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES " affichent un résultat positif de 1.967,10€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 88.847,36€ ;

Considérant que des subsides communaux au montant de 251.000€ inscrit à l'article 761/332SS02/71 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 25/05/2009 ;

Considérant que ce montant figure dans les recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 11 mai 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.967,10€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 88.847,36€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

Des comptes 2009 de l'Asbl " Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES ", déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 1.967,10€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 88.847,36€.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES" een positief saldo van 1.967,10€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 88.847,36€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidies ten bedragen van 251.000€, ingeschreven op het artikel 761/332SS02/71 van de begroting 2009, het geheel betaald werd in datum van 25/05/2009;

Overwegende dat dit bedrag in de inkomsten 2009 van de vereniging voorkomt;

Gelet op de beslissing van 11 mei 2010 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.967,10€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 88.847,36€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen Van de rekeningen 2009 van de VZW "Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.967,10€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 88.847,36€ vertonen.

**SP 6.- Asbl "Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST" -
Comptes 2009 - Prendre acte -- vzw "Jeunes
Schaerbeekois au Travail - JST"- Rekeningen
2009 - Akteneming**

(voir annexes - zie bijlagen)

M. Noël expose

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl " Jeunes Schaerbeekois au Travail - JST " affichent un résultat positif de 3.437,30€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé atteint 61.842,09€;

Considérant que du subside communal au montant de 26.000€ inscrit à l'article 851/332SS02/72 du budget 2009, il a été versé la totalité en date du 01/07/2009 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : " Subside communal Schaerbeek " des recettes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 18 mai 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 3.437,30€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 61.842,09€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité
Des comptes 2009 de l'Asbl " Jeunes Schaerbeekoïis au Travail - JST ",
déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 3.437,30€ pour l'exercice et un
résultat cumulé de 61.842,09€

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de
toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008
goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures
op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de
aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke
toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Jeunes Schaerbeekoïis au
Travail - JST" een positief saldo van 3.437,30€ voor het dienstjaar 2009 en een
cumulatiewinst van 61.842,09€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 26.000€,
ingeschreven op het artikel 851/332SS02/72 van de begroting 2009, het geheel
betaald werd in datum van 01/07/2009;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel: " Subside communal Schaerbeek ",
inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 18 mei 2010 waar het College akte neemt van
het positief saldo van 3.437,30€ voor het dienstjaar 2009 en van de
cumulatiewinst van 61.842,09€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Van de rekeningen 2009 van de VZW "Jeunes Schaerbeekoïis au Travail - JST",
bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 3.437,30€ voor het dienstjaar
en een cumulatiewinst van 61.842,09€ vertonen.

SP 7.- Asbl "Schaerbeek Information" - Comptes 2009 - Prendre acte ==- vzw "Schaerbeek Information" - Rekeningen 2009 - Akteneming (voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi
de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le
règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les
procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à
1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant
l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions
communales ;

Considérant que les comptes de l'Asbl " Schaerbeek Information " affichent
un résultat positif de 12.044,11€ pour l'exercice 2009 et que le résultat cumulé
atteint 31.979,59€ ;

Considérant que du subsidie communal au montant de 200.000€ inscrit à
l'article 104/332SC02/01 du budget 2009, il a été versé deux tranches de
95.000€ en date du 27/05/2009 et du 08/01/2010 ;

Considérant que ce montant figure à l'article : 746000 " Subsidies Adm. Com. Schaerbeek " des comptes 2009 de l'Asbl ;

Vu la décision du 04 mai 2010 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 12.044,11€ pour l'exercice 2009 et du résultat cumulé de 31.979,59€ de l'Asbl ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité
Des comptes 2009 de l'Asbl " Schaerbeek Information ", déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 12.044,11€ pour l'exercice et un résultat cumulé de 31.979,59€

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW "Schaerbeek Information" een positief saldo van 12.044,11€ voor het dienstjaar 2009 en een cumulatiewinst van 31.979,59€ vertonen;

Overwegende dat van de gemeentesubsidie ten bedragen van 200.000€, ingeschreven op het artikel 104/332SC02/01 van de begroting 2009, het werd twee gedeeltes van 95.000€ op 27/05/2009 en 08/01/2010 betaald;

Overwegende dat dit bedrag op het artikel : 746000 "Subsidies Adm. Com. Schaerbeek" , inkomsten 2009 van de vereniging, voorkomt;

Gelet op de beslissing van 04 mei 2010 waar het College akte neemt van het positief saldo van 12.044,11€ voor het dienstjaar 2009 en van de cumulatiewinst van 31.979,59€ van de VZW;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Van de rekeningen 2009 van de VZW "Schaerbeek Information", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 12.044,11€ voor het dienstjaar en een cumulatiewinst van 31.979,59€ vertonen.

SP 8.- Asbl "Le Fanal des Animaux" - Approbation de la convention et octroi du subside 2010 relatif à la stérilisation/euthanasie des animaux errants - Approbation ==- Vzw "Le Fanal des Animaux" - Goedkeuren van de overeenkomst en toekennen van de toelage 2010 betreffende de sterilisatie/euthanasie van zwervende dieren - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlage)

M. Guillaume propose un amendement :

* De modifier la délibération comme suit :

1. ajouter au dernier Vu, "et la convention jointe au dossier"
2. ajouter à la fin de la décision, "et d'approuver la convention y afférente"

* De modifier la convention comme suit : de supprimer le point B)
La commune s'engage d'autre part à verser

M. Grimberghs intervient

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la décision du 18 mai 2010 par laquelle le Collège approuve l'octroi du subside 2010 relatif à la stérilisation/euthanasie des animaux errants à l'Asbl "Le Fanal des animaux" et la convention jointe au dossier ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

D'octroyer le subside 2010 relatif à la stérilisation/euthanasie des animaux errants à l'Asbl "Le Fanal des animaux" et d'approuver la convention y afférente.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigen van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beslissing van 18 mei 2010 waar het College de toekenning van de toelage 2010 betreffende de sterilisatie/euthanasie van de zwerfende dieren aan vzw "Le Fanal des animaux" en de bijgevoegde overeenkomst goedkeurt;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Om de toelage 2010 betreffende de sterilisatie/euthanasie van de zwerfende dieren toe te staan aan vzw "Le Fanal des animaux" en om de desbetreffende overeenkomst goed te keuren.

Achats ==- Aankopen

SP 9.- Bâtiments - Techniques spéciales - Chauffage - Achat de matériel pour la rénovation du chauffage de la cure de l'église Sainte-Alice - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Gebouwen - Speciale technieken - Verwarming - Aankoop van materiaal voor de renovatie van de verwarming van de pastorie van de Sint Aleydis kerk - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance:

Vu la décision du 27 avril 2010 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions du marché ayant pour objet l'achat de matériel pour la rénovation du chauffage de la cure de l'église Sainte Alice;

Considérant que la dépense sera financée par fonds propres ;

Considérant que les crédits nécessaires ont été prévus à cet effet au budget extraordinaire pour 2010 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité

De la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 avril 2010 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'achat de matériel pour la rénovation du chauffage de la cure de l'église Sainte Alice; auprès de la firme VANDEN BERGH S.A. et les adjudicataires annuels, la dépense de 2.176,03 € (TVAI), a été imputée à l'article 790/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2010 et financée par fonds propres.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzonder artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 27 april 2010 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht goedkeurt met als voorwerp de aankoop van materieel voor de renovatie van de verwarming van pastorie van Sint Aleydis;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door eigen middelen;
Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor voorzien zijn op de buitengewone begroting van 2010;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT AKTE : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 april 2010 om de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met simpele factuur met als opdracht de aankoop van materieel voor de renovatie van de verwarming van pastorie van Sint Aleydis; bij de firma VANDEN BERGH N.V. en de jaarlijkse opdrachtnemers. De uitgave van 2.176,03 € (BTWI), is geboekt op artikel 790/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2010 en gefinancierd door eigen middelen

SP 10.- Marché d'emprunts destiné au financement du service extraordinaire de l'exercice 2010 Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -- Opdracht voor het afsluiten van leningen bestemd voor de financiering van de buitengewone dienst van het dienstjaar 2010 - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 31 voix et 9 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 31 stemmen en 9 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 3,4) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de services ayant pour objet la conclusion d'emprunts destinés au financement des dépenses d'investissements prévues au budget extraordinaire de l'exercice 2010 ;

Considérant que le montant total indicatif du marché est de 13.599.999 € ;

Vu le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2010/028 et l'avis de marché déposés au dossier ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins ;

DECIDE : par appel nominal, par 31 voix et 9 abstentions

1. de passer un marché pour la conclusion d'emprunts pour un montant indicatif de 13.599.999 € destinés au financement des dépenses d'investissements prévues au budget extraordinaire de l'exercice 2010 ;
2. de passer le marché par procédure négociée avec publicité ;
3. d'arrêter les conditions du marché énumérées dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2010/028 ;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au Journal officiel des Communautés européennes et au Bulletin des Adjudications.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17 § 3,4 - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Overwegende dat het nodig is over te gaan tot een opdracht van diensten voor het afsluiten van leningen bestemd voor de financiering van investeringsuitgaven voorzien op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2010 ;

Overwegende dat het geraamd bedrag van de opdracht 13.599.999 € bedraagt ;

Gelet op het bijzonder bestek SCHA/EQUIP/2010/028 en de aankondiging van opdracht gevoegd bij het dossier ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met 31 stemmen en 9 onthoudingen

1. Een opdracht te gunnen voor het afsluiten van leningen voor een indicatief bedrag van 13.599.999 € bestemd voor de financiering van investeringsuitgaven voorzien op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2010 ;
2. De opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure met bekendmaking ;
3. de voorwaarden van de opdracht opgesomd in het bijzondere bestek SCHA/EQUIP/2010/028, vast te stellen;
4. de tekst van de aankondiging van de opdracht, te publiceren in het publicatieblad van de Europese gemeenschappen en in het bulletin der aanbestedingen, goed te keuren.

SP 11.- Marché pour la conclusion des assurances de la commune de Schaerbeek Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -=- Opdracht voor het afsluiten van de verzekeringen voor de gemeente Schaarbeek - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le marché en cours pour les assurances prend fin au 31 décembre 2010 ;

Considérant qu'il convient de relancer un nouvel appel à la concurrence ;

Considérant que le marché serait attribué pour un an avec la possibilité de le prolonger jusqu'au 31 décembre 2014, par procédure négociée sans publicité conformément à l'article 17 § 2 al.°2b de la loi du 24 décembre 1993 ;

Vu le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2010/024 et l'avis de marché déposés au dossier ;

Considérant que la dépense annuelle est estimée à 904.500 € ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. de passer un marché pour la conclusion d'assurances pour une dépense annuelle estimée à 904.500 € ;
2. de passer le marché par appel d'offres général ;
3. d'arrêter les conditions du marché énumérées dans le cahier spécial des charges SCHA/EQUIP/2010/024 ;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier au Journal officiel des Communautés européennes et au Bulletin des Adjudications
5. d'imputer, le cas échéant, la dépense aux articles 050/112SG-48/33 - 100/117SG-01/33 - 101/117SG-01/33 - 104/115SG-01/33 - 421/117SG-01/33 - 720/117SG-01/33 - 842/117SG-01/33 - 050/125SG-08/33 - 101/127SG-08/33 - 104/125SG-08/33 - 104/127SG-08/33 - 124/125SG-08/33 - 124/127SG-08/33 - 136/127SG-08/33 - 136/140SG-08/33 - 137/125SG-08/33 - 137/127SG-08/33 - 300/127SG-08/33 - 520/127SG-08/33 - 700/125SG-08/33 - 706/125SG-08/33 - 722/125SG-08/33 - 722/127SG-08/33 - 731/125SG-08/33 - 735/125SG-08/33 - 741/125SG-08/33 - 751/125SG-08/33 - 764/125SG-08/33 - 764/127SG-08/33 - 766/125SG-08/33 - 767/127SG-08/33 - 771/127SG-08/33 - 772/125SG-08/33 - 790/125SG-08/33 - 831/127SG-08/33 - 842/125SG-08/33 - 842/127SG-08/33 - 844/125SG-08/33 - 875/127SG-08/33 - 875/140SG-08/33 - 875/127SG-08/53 - 875/140SG-08/53 - 878/125SG-08/33 - 878/127SG-08/33 - 878/140SG-08/33 - 924/125SG-08/33 - 930/125SG-08/33 - 131/127SG-08/33 - 930/127SG-08/33 du budget ordinaire.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken ;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken ;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Overwegende dat de lopende opdracht voor de verzekeringen eindigt op 31 december 2010 ;

Overwegende dat het nodig is om een nieuw beroep op de concurrentie te doen;

Overwegende dat de opdracht zal toegekend worden voor een periode van 1 jaar met de mogelijkheid deze tot 31 december 2014 te verlengen, bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig het artikel 17 § 2 al.° 2b van de wet van 24 december 1993;

Gelet op het bijzonder bestek SCHA/EQUIP/2010/024 en de aankondiging van opdracht gevoegd bij het dossier ;

Overwegende dat de jaarlijkse uitgave wordt geraamd op 904.500 € ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. Een opdracht te gunnen voor het afsluiten van verzekeringen waarvan de jaarlijkse uitgave wordt geraamd op 904.500 € ;
2. De opdracht te gunnen bij algemene offerteaanvraag ;

3. de voorwaarden van de opdracht opgesomd in het bijzondere bestek SCHA/EQUIP/2010/024, vast te stellen ;
4. de tekst van de aankondiging van de opdracht, te publiceren in het publicatieblad van de Europese gemeenschappen en in het bulletin der aanbestedingen, goed te keuren ;
5. Om, in voorkomend geval, de uitgaven te boeken op de artikelen 050/112SG-48/33 - 100/117SG-01/33 - 101/117SG-01/33 - 104/115SG-01/33 - 421/117SG-01/33 - 720/117SG-01/33 - 842/117SG-01/33 - 050/125SG-08/33 - 101/127SG-08/33 - 104/125SG-08/33 - 104/127SG-08/33 - 124/125SG-08/33 - 124/127SG-08/33 - 136/127SG-08/33 - 136/140SG-08/33 - 137/125SG-08/33 - 137/127SG-08/33 - 300/127SG-08/33 - 520/127SG-08/33 - 700/125SG-08/33 - 706/125SG-08/33 - 722/125SG-08/33 - 722/127SG-08/33 - 731/125SG-08/33 - 735/125SG-08/33 - 741/125SG-08/33 - 751/125SG-08/33 - 764/125SG-08/33 - 764/127SG-08/33 - 766/125SG-08/33 - 767/127SG-08/33 - 771/127SG-08/33 - 772/125SG-08/33 - 790/125SG-08/33 - 831/127SG-08/33 - 842/125SG-08/33 - 842/127SG-08/33 - 844/125SG-08/33 - 875/127SG-08/33 - 875/140SG-08/33 - 875/127SG-08/53 - 875/140SG-08/53 - 878/125SG-08/33 - 878/127SG-08/33 - 878/140SG-08/33 - 924/125SG-08/33 - 930/125SG-08/33 - 131/127SG-08/33 - 930/127SG-08/33 van de gewone begroting.

**DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -==- STRATEGISCHE EN
DUURZAME ONTWIKKELING**
**Programme de Prévention Urbaine -==- Stadspreventie
programma**

**SP 12.- Convention 2010 entre la commune et le RISO -==-
Overeenkomst 2010 tussen de gemeente en het
RISO**

(voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL -==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieurs ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 2006 relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 2007 déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière des villes et communes bénéficiaires d'un plan stratégique de sécurité et de prévention ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver la convention 2010 entre la Commune et l'asbl RISO.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijk Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verweekelt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 2006 betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot bepaling van de toekennings-, aanwendings- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een strategisch veiligheids- en preventieplan,

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De overeenkomst 2010 tussen de Gemeente en de vzw RISO goed te keuren.

**SP 13.- Convention 2010 entre la commune et l'Asbl Sport
Schaerbeekois ==- Overeenkomst 2010 tussen de
gemeente en de vzw Schaarbeek Sport
(voir annexes - zie bijlagen)**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 30 voix et 10 abstentions ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen en 10 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieurs ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions Eurotops ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE par appel nominal, par 30 voix et 10 abstentions

D'approuver la convention 2010 entre la Commune et l'a.s.b.l. Sport Schaerbeekois.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijk Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verweekelt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 betreffende de overeenkomsten inzake Europese toppen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met 30 stemmen en 10 onthoudingen

De overeenkomst 2010 tussen de Gemeente en de vzw Schaarbeekse Sport goed te keuren.

SP 14.- Convention 2010 entre la commune et l'Asbl Le Club des Petits Débrouillards ==- Overeenkomst 2010 tussen de gemeente en de vzw Le Club des Petits Débrouillards

(voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010 approuvant la Convention 2010 entre la Commune et l'asbl Le Club des Petits Débrouillards concernant la coordination de la gestion de l'Espace Vogler, situé rue Vogler 38 à Schaerbeek, précisant le montant alloué à l'asbl, les modalités de financement, de coordination, de suivi et d'évaluation du projet.

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision.

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

De marquer son accord sur la Convention 2010 relative à la coordination de la gestion de l'Espace Vogler.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet.

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010 goedkeurend de Overeenkomst 2010 tussen de Gemeente en de vzw 'Le Club des Petits Débrouillards' betreffende de coördinatie van het beheer van de Vogler Ruimte, gelegen Voglerstraat 38 te Schaerbeek, en aangevend het aan de vzw toegekende bedrag, de financieringsmodaliteiten, de coördinatie, de opvolging en de evaluatie van het project.

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing.

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Akkoord te gaan met de Overeenkomst 2010 betreffende de coördinatie van het beheer van de Vogler Ruimte.

**SP 15.- Convention 2010 entre la commune et l'Asbl "T.R.S." -
==- Overeenkomst 2010 tussen de gemeente en de vzw "T.R.S."**

(voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'existence d'un Programme de Prévention Urbaine et de projets impliquant des conventions entre la Commune et des partenaires extérieurs ;

Vu la nécessité de reconduire chaque année ce type de convention ;

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis du pouvoir subsidiant;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit ;

DECIDE par appel nominal, l'unanimité

D'approuver la convention 2010 entre la Commune et l'a.s.b.l. T.R.S.

DE GEMEENTERAAD

Aangezien het bestaan van een Stedelijke Preventie Programma en projecten die overeenkomsten tussen de Gemeente en externe instellingen verweekelt;

Gelet op de nood om zulke overeenkomsten jaarlijks te hernieuwen;

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De overeenkomst 2010 tussen de Gemeente en de vzw T.R.S. goed te keuren.

Subventions et partenariats == Toelage en partnerships

SP 16.- Fonds Politique des Grande Villes - Approbation de la convention 2010 == Fonds voor het Groot Stedenbeleid - Goedkeuring van de overeenkomst 2010

Ce point est retiré == Dit punt wordt ingetrokken

Eco-conseil == Milieuraadgeving

SP 17.- Dimanche sans voiture du 19 septembre 2010 - Règlement d'administration intérieure - Approbation == Autoloze zondag van 19 september 2010 - Intern bestuursreglement - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 24 mars 2010 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le 19 septembre 2010 aura lieu la « journée sans voiture » ;

Que, le 19 mai 2010 le Collège a décidé de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes autorisées pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirent obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRETE : par appel nominal, à l'unanimité

Article unique. L'accord conclu le 24 mars 2010 entre le bourgmestre de la commune de Schaerbeek et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 24 maart 2010 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 19 september 2010 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat het College op 19 mei 2010 beslist heeft om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel personen met een doorgangsbewijs zich met een voertuig mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd te worden bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Enig artikel. Het akkoord dat op 24 maart 2010 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Schaarbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

RESSOURCES HUMAINES == HUMAN RESSOURCES

SP 18.- Augmentation de la valeur faciale des chèques-repas à € 7,00 au 1er juillet 2010 - Approbation == Verhoging van de nominale waarde van maaltijdcheques tot € 7,00 op datum van 1 juli 2010

M. Noël expose

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu l'Arrêté royal du 28 novembre 1969, pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

Vu la délibération du Conseil communal du 30 avril 2003 arrêtant le règlement relatif à l'octroi de chèques-repas au personnel communal, modifié par la délibération du Conseil Communal du 27 avril 2005 augmentant la valeur faciale des chèques-repas à €5,70 à la date du 1^{er} mars 2005, modifié par la délibération du Conseil Communal du 20 février 2008 augmentant la valeur faciale des chèques-repas à €6,00 à la date du 1^{er} février 2008, et modifié par délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 supprimant le plafond annuel de 220 chèques-repas ;

Considérant que les crédits nécessaires à l'augmentation de la valeur faciale des titres-repas à € 7,00 ont été inscrits au budget 2010, approuvé par le Conseil communal du 3 février 2010;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 21 mai 2010;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010;
DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

Article 1er

L'article 2 de la délibération du Conseil communal du 30 avril 2003, est modifié comme suit :

"Le montant du chèque-repas est fixé à € 7,00. Les interventions de l'employeur et de l'agent sont fixées respectivement à €5,91 et à €1,09. La participation de l'agent sera déduite de sa rémunération."

Article 2

La présente modification entre en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op het raadsbesluit van 30 april 2003 tot vaststelling van het reglement betreffende de toekenning van maaltijdcheques aan het gemeentepersoneel gewijzigd door het raadsbesluit van 27 april 2005 verhogende de nominale waarde van de maaltijdcheques tot €5,70 op datum van 1 maart 2005, gewijzigd door het raadsbesluit van 20 februari 2008 verhogende de nominale waarde van de maaltijdcheques tot €6,00 op datum van 1 februari 2008, en gewijzigd door het raadsbesluit van 26 november 2008 houdende afschaffing van de jaarlijkse beperking van 220 maaltijdcheques;

Overwegende dat de kredieten om het nominale bedrag van de maaltijdcheques tot € 7,00 te verhogen ingeschreven zijn in de begroting van 2010, goedgekeurd door de gemeenteraad van 3 februari 2010;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 21 mei 2010 ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Artikel 1

Het artikel 2 van het raadsbesluit van 30 april 2003, wordt als volgt gewijzigd :

"Het bedrag van de maaltijdcheque wordt vastgesteld op € 7,00. De bijdrage van de werkgever en van de beambte wordt respectievelijk vastgesteld op €5,91 en €1,09.

De bijdrage van de beambte zal van zijn wedde worden afgetrokken."

Artikel 2

Deze wijziging is van toepassing met ingang van 1 juli 2010.

SP 19.- Agents contractuels Subventionnés (ACS) - Nouvelle convention générale n° 15109 - Année 2010 - Adoption ==- Gesubsidieerde contractuelen bij de lokale besturen (Gesco's) - Nieuwe algemene overeenkomst nr. 15109 - Jaar 2010 - Aanneming (voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 1998 déterminant les critères de répartition des subventions accordées aux pouvoirs locaux occupant des agents contractuels subventionnés ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 mars 2006 fixant le nombre de points ACS attribués aux pouvoirs locaux ;

Vu la dénonciation par la Région de Bruxelles-Capitale de la convention générale n°15108 relative aux agents contractuels subventionnés de la Commune de Schaerbeek venant à terme le 31 décembre 2009 ;

Vu le courrier du 8 avril 2010 de la Région de Bruxelles-Capitale proposant une nouvelle convention générale n° 15109 pour l'année 2010 ;

Considérant que cette convention reprend exactement les termes de la convention n° 15108 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 mai 2010 ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

d'adopter la convention déposée au dossier et d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer la convention conclue avec le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale qui prend ses effets à la date du 1° janvier 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 5 februari 1998 tot bepaling van de verdelingscriteria voor de subsidies toegekend aan lokale besturen die gesubsidieerde contractuelen tewerkstellen;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 maart 2006 vaststellend het aantal Gescopunten toegekend aan de lokale besturen ;

Gelet op de opzegging door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest waardoor de algemene overeenkomst nr. 15108 betreffende de gesubsidieerde contractuelen van de Gemeente Schaarbeek op 31 december 2009 ten einde gekomen is;

Gelet op de brief van 8 april 2010 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die een nieuwe algemene overeenkomst nr. 15109 voor het jaar 2010 voorstelt;

Overwegende dat deze overeenkomst precies dezelfde termen herneemt dan de overeenkomst 15108;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen van 11 mei 2010;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen het aan het dossier gevoegde overeenkomst goed te keuren en het College van Burgemeester en Schepenen machtiging te verlenen de overeenkomst afgesloten met de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, die in werking treedt op 1 januari 2010, te ondertekenen.

SP 20.- Statut administratif du personnel - Règlement sur le recrutement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise - Erratum article 9 bis ==- Administratief statuut van het personeel - Reglement betreffende de werving van het technisch-, arbeiders- en meesterschappersoneel - Erratum artikel 9 bis

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu les lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative du 18 juillet 1966 et plus spécialement l'article 21§7 al2 ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 avril 1999 et du 25 mars 2009, établissant le règlement sur le recrutement du personnel technique ouvrier et de maîtrise;

Considérant qu'il y a constaté une erreur matérielle dans la délibération du Conseil communal du 25 mars 2009;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 mai 2010,

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité de modifier comme suit le règlement sur le recrutement du personnel technique, ouvrier et de maîtrise:

Article 9 bis:

"Pour les candidats externes ainsi que pour les agents en fonction depuis moins d'un an dans la Commune à quelque titre que ce soit, seule la réussite des épreuves visées à l'article 9, 3°, alinéa a, b et c constitue un préalable à la mise en stage, l'épreuve visée à l'alinéa d) étant organisée en fin de stage. Dans ce cas, les candidats devront obtenir 90 points sur l'ensemble des trois épreuves préalables à la mise en stage".

Remplacer par :

Article 9 bis:

"Pour les candidats externes ainsi que pour les agents en fonction depuis moins d'un an dans la Commune à quelque titre que ce soit, seule la réussite des épreuves visées à l'article 9, 4°, alinéa a, b et c constitue un préalable à la mise en stage, l'épreuve visée à l'alinéa d) étant organisée en fin de stage. Dans ce cas, les candidats devront obtenir 90 points sur l'ensemble des trois épreuves préalables à la mise en stage".

Le règlement doit être lu de cette façon depuis le début.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikels 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, op 18 juli 1996, in het bijzonder het artikel 21§ 7 al 2;

Gelet op de wet van 19 december 1974, tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het raadsbesluit van 21 april 1999 en van 25 maart 2009, houdende het reglement betreffende de werving van het technisch, arbeiders- en meesterschappersoneel;

Overwegende dat er een materiële vergissing vastgesteld werd in het raadsbesluit van 25 maart 2009;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 mei 2010,

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen het reglement betreffende de werving van het technisch, arbeiders- en meesterschappersoneel als volgt te wijzigen:

Artikel 9 bis:

"Voor de externe kandidaten alsook voor de beampten die minder dan een jaar in functie zijn binnen de gemeente in welke hoedanigheid ook, zal enkel het slagen van de proeven beoogd door artikel 9,3° alinea a, b en c een voorwaarde vormen tot het begin van de stage; de proef beoogd door alinea d) wordt georganiseerd op het einde van de stage. In dit geval zullen de kandidaten 90 punten moeten behalen op de 3 proeven voorafgaande aan de stage".

Vervangen door:

Artikel 9 bis:

"Voor de externe kandidaten alsook voor de beampten die minder dan een jaar in functie zijn binnen de gemeente in welke hoedanigheid ook, zal enkel het slagen van de proeven beoogd door artikel 9,4° alinea a, b en c een voorwaarde vormen tot het begin van de stage; de proef beoogd door alinea d) wordt georganiseerd op het einde van de stage. In dit geval zullen de kandidaten 90 punten moeten behalen op de 3 proeven voorafgaande aan de stage".

Het reglement dient reeds van bij aanvang zo gelezen te worden.

INFRASTRUCTURES ==- INFRASTRUCTUUR

Bâtiments ==- Gebouwen

**SP 21.- Rénovation de la chaufferie du CSA - Placement d'un
branchement gaz pour alimenter les nouvelles
chaudières - Mode de passation et fixation des
conditions du marché - Pour information ==-
Vernieuwing van de verwarmingskelder van de
SAC - Plaatsen van een gasverbinding om de
nieuwe verwarmingsketels te bevoorraden - Wijze
van gunnen en vaststelling van de
opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming,
goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^oa -
relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et
de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux,
de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a
été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales
d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il
a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les
communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant
la nouvelle loi communale;

Vu la délibération au conseil communal du 28 octobre 2009 adoptant le
projet de rénovation de la chaufferie du centre administratif et social sis 226
chaussée de Haecht, arrêtant le mode de passation et fixant les conditions du
marché de travaux ;

Considérant que préalablement aux travaux précités, le placement d'un
branchement gaz de ville avec compteur de passage s'avère nécessaire dans le
local de chaufferie ;

Considérant que le coût de l'opération s'élève à 4.362,05 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai
2010 par lequel il décide :

1. d'approuver le principe de travaux visant au placement d'un branchement
gaz de ville avec compteur de passage dans le local de chaufferie du CSA,
chaussée de Haecht 226 à 1030 Schaerbeek ;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure
négociée sans publicité à confier à l'intercommunale de distribution
d'électricité et de gaz aux conditions de son offre 2000083793 du 16 avril
2010 ;
3. d'imputer la dépense d'un montant de 4.362,05 € au crédit de l'article
104/724-IN-60/51 du budget extraordinaire 2010 ;
4. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 28 oktober 2009 houdende goedkeuring van het renovatieproject van de stookkamer van het sociaal en administratief centrum gelegen Haachtsesteenweg 226 en houdende vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van deze opdracht van werken;

Overwegende dat voorafgaand aan de bovengenoemde werkzaamheden, de plaatsing van een aansluiting op stadsgas met een tussenmeter noodzakelijk blijkt in de stookkamer;

Overwegende dat de kosten voor deze operatie 4.362,05 EUR bedragen;

Gelet op het Collegebesluit van 4 mei 2010 houdende:

1. de principiële goedkeuring van de werken met het oog op de plaatsing van een aansluiting op stadsgas met tussenmeter in de stookkamer van het SAC, Haachtsesteenweg 226;
2. het vastleggen van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking toe te vertrouwen aan de intercommunale voor de gas- en elektriciteitsdistributie, aan de voorwaarden van haar offerte 2000083793 van 16 april 2010;
3. aanrekening van de uitgave ten belope van 4.362,05 EUR op het krediet van artikel 104/724-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;
4. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voorzied besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010.

SP 22.- Bibliothèque Thomas Owen, avenue de Roodebeek 111-113 - Etudes de stabilité et techniques spéciales relatives au projet d'extension - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -=- Bibliotheek Thomas Owen, Roodebeeklaan 111-113 - Studies voor stabiliteit en bijzondere technieken betreffende het uitbreidingsontwerp- Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^oa - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant le projet d'extension de la bibliothèque Thomas Owen située avenue de Roodebeek n°111-113 ;

Considérant que l'étude de ce projet sera menée en interne par le service " Architecture " de la commune ;

Considérant que les parties " étude de la stabilité " et " étude des techniques spéciales " doivent être confiées à un bureau privé ;

Considérant les conditions du marché énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/016 ;

Considérant l'annexe au cahier spécial des charges intitulée : " Contrat d'études : stabilité et techniques spéciales " conclu entre la commune et le bureau d'études;

Considérant que, pour ce marché, l'estimation s'élève à 15.000,00 €, 21% de TVA comprise;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire 2010 à l'article 767/733-IN-60/51;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010 par lequel il décide;

1. d'approuver le principe de confier au privé les études de stabilité et techniques spéciales des travaux d'extension de la bibliothèque Thomas Owen;
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de neuf bureaux;
3. d'imputer la dépense de 15.000 € à l'article 767/733-IN-60/51;
4. de financer la dépense par le boni du service extraordinaire.

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 mai 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1^o a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende het uitbreidingsproject van de bibliotheek Thomas Owen, gelegen Roodebeeklaan nr. 111-113;

Overwegende dat de studie van dit project intern zal geleid worden door de dienst "architectuur" van de gemeente;

Overwegende dat de delen "stabiliteitsstudie" en "studie van de speciale technieken" moeten worden toevertrouwd aan een privé-bureau;

Overwegende de voorwaarden beschreven in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/016;

Overwegende de bijlage bij het bijzonder bestek genaamd: "Studiecontract: stabiliteit en speciale technieken", afgesloten tussen de gemeente en het studiebureau;

Overwegende dat, voor deze opdracht, het geraamde bedrag € 15.000,00 bedraagt, 21% BTW inbegrepen;

Overwegende dat het krediet, dat deze uitgave toelaat, ingeschreven is op artikel 767/733-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;

Gelet op het Collegebesluit van 4 mei 2010, houdende:

1. principiële goedkeuring om de studies aangaande stabiliteit en speciale technieken voor de uitbreidingswerken van de bibliotheek Thomas Owen toe te vertrouwen aan de privé-sector;
2. het vaststellen van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking na raadpleging van 9 bureaus;
3. aanrekening van de uitgave van € 15.000 op artikel 767/733-IN-60/51;
4. financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voorzeggend besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 mei 2010.

SP 23.- Projet d'extension de la maison de l'Emploi, rue de Jérusalem 46 - Réalisation d'essais de sol - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information ==- Ontwerp voor het uitbreiden van het Huis voor Tewerkstelling gelegen Jeruzalemstraat 46 - Verwezenlijken van bodemtesten- Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 – en particulier son article 17 § 2, 1° a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 – en particulier son article 3 § 3 - établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu le programme opérationnel FEDER 2007-2013 de la Région de Bruxelles-Capitale, visant notamment le renforcement des infrastructures de proximité en lien avec l'emploi et la formation ;

Considérant qu'une subvention de 500.000 € peut être octroyée à la commune pour le renforcement et l'agrandissement du pôle de l'emploi centralisé à la Maison de l'Emploi rue de Jérusalem, 46 ;

Considérant qu'il convient de réaliser une nouvelle extension de locaux sur le site en créant un nouveau module au niveau + 1, d'une superficie de l'ordre de 330 m² ;

Vu la décision du conseil communal du 25 mars 2009 arrêtant le mode de passation et les conditions du marché pour les études d'architectes

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 juin 2009 désignant l'adjudicataire

Considérant que les études se poursuivent et que la demande de permis d'urbanisme est introduite ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à des essais de sol dans le prolongement de l'étude de stabilité ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 avril 2010 :

1. D'arrêter le mode de passation et les conditions du marché pour ces essais de sol et de consulter trois firmes spécialisées
2. D'imputer la dépense, estimée à 2.401 €, TVA incluse, à l'article 137/733-IN-60/51 du budget extraordinaire de 2010
3. De financer la dépense par le boni du service extraordinaire

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 27 avril 2010

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 – inzonderheid artikel 3 § 3 - tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het operationele programma EFRO 2007-2013 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name met de bedoeling nabijheidsinfrastructuur in verband met tewerkstelling en opleiding te ondersteunen;

Overwegende dat een subsidie van 500.000 € mag worden toegekend aan de gemeente voor de versterking en uitbreiding van de tewerkstellingspool gecentraliseerd in het Jobhuis, gelegen Jeruzalemstraat, 46;

Overwegende dat het past een nieuwe uitbreiding van lokalen op de site te realiseren, door de constructie van een nieuwe module op het niveau + 1, met een oppervlak van om en bij 330 m²;

Gelet op het raadsbesluit van 25 maart 2009, houdende vaststelling van de gunningswijze en van de voorwaarden van de opdracht voor de architectenstudies;

Gelet op het Collegebesluit van 30 juni 2009 houdende aanduiding van de aannemer;

Overwegende dat de studies worden verder gezet en dat de aanvraag voor de stedenbouwkundige vergunning werd ingediend;

Overwegende dat in het kader van de stabiliteitsstudie, het noodzakelijk is om bodemproeven uit te voeren;

Gelet op het Collegebesluit van 27 april 2010 houdende :

1. Vaststelling van de gunningswijze en van de voorwaarden van de opdracht voor deze bodemproeven en raadpleging van drie gespecialiseerde bedrijven;

2. Aanrekening van de uitgave, geraamd op 2.401 €, BTW inbegrepen, op artikel 137/733-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010;

3. Financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Het voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 27 april 2010.

SP 24.- Ecole 6 sise rue de l'Agriculture 46 - Installation d'un système de vidéo-parlophonie - Placement de 8 caméras supplémentaires - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- School 6 gelegen Landbouwstraat 46 - Plaatsen van een videodeurtelefoon - Plaatsen van 8 bijkomende camera's - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^oa - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant l'absence de couverture de certaines zones de l'école 6, rue de l'Agriculture 46 par le système de caméras de surveillance existant;

Considérant les incidents et vandalismes survenus en 2008 et 2009 à certains lieux non-couverts par des caméras de surveillance existants ;

Considérant la nécessité de procéder au placement de 8 caméras supplémentaires à l'école 6 ;

Considérant qu'il convient de confier ce marché à une entreprise privée ;

Considérant que le coût de l'opération est estimé à 10.000 €;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 mai 2010 par lequel il décide :

1. d'approuver le principe de travaux visant au placement de 8 caméras supplémentaires à l'école 6, rue de l'Agriculture 46
2. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité, après consultation de trois firmes aux conditions d'un descriptif technique établi en interne ;
3. d'imputer la dépense estimée à raison de 10.000 € au crédit de l'article 722/724-IN-60/51 ;
4. de financer la dépense par le boni du service extraordinaire

PREND POUR INFORMATION par appel nominal, à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 mai 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende het gebrek aan controle van bepaalde zones van school 6, Landbouwstraat 46, met het bestaande camerabeveiligingssysteem;

Overwegende de incidenten en vandalisme, voorgevallen in 2008 en 2009, op sommige plaatsen die niet gedekt zijn door de bestaande beveiligingscamera's;

Overwegende de noodzaak om over te gaan tot de plaatsing van 8 bijkomende camera's aan school nr. 6;

Overwegende dat het zou passen om deze opdracht toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;

Overwegende dat de kosten voor deze operatie werden geraamd op € 10.000;

Gelet op het Collegebesluit van 11 mei 2010 houdende:

1. principiële goedkeuring van de opdracht betreffende de plaatsing van 8 bijkomende camera's in school 6, Landbouwstraat 46;
2. vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht: onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van 3 firma's, aan de voorwaarden van een technische beschrijving, die intern werd opgesteld;
3. aanrekening van de uitgave, geraamd op 10.000 EUR, op artikel 722/724-IN-60/51;
4. financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Voornoemd besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 mei 2010.

SP 25.- Ecole 16 sis boulevard Léopold III 31 - Projet d'extension - Mission d'étude d'architectes - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation ==- School nr. 16 gelegen Leopold III laan - Uitbreidingontwerp - Studieopdracht - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant qu'il est souhaitable d'envisager la construction d'une extension de l'école n°16, bd. Léopold III / avenue F. Courtens afin, d'une part, de résorber les problèmes de saturation actuelle et d'autre part, d'anticiper l'évolution de la demande de classes dans l'enseignement primaire et maternel ;

Considérant que la charge de travail du service communal d'architecture – notamment en terme de suivi de chantiers et de conception de nouveaux projets - recommande de confier l'étude de cette extension au secteur privé ;

Considérant que le projet prévoit une réorganisation complète du site et de nouvelles constructions de trois étages (rez + 2) conçues selon les critères de basse énergie ;

Vu le cahier spécial des charges dont référence Scha/infra/2010/023 énonçant les conditions du marché de services ;

Considérant que le mode de passation proposé est la procédure négociée avec publicité car la nature des services est telle que les spécifications du marché ne peuvent être établies avec une précision suffisante pour permettre son attribution selon la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet de confier au secteur privé une mission d'architecte pour l'étude de l'extension de l'école 16 sise boulevard Léopold III, 31 ;
2. d'arrêter le mode de passation du marché : procédure négociée avec publicité ;
3. de fixer les conditions du marché de services suivant le cahier spécial des charges dont références Scha/Infra/2010/023 incluant le projet de contrat ;
4. d'arrêter les termes de l'avis de marché à publier au Journal officiel de l'Union européenne et au Bulletin des adjudications ;
5. d'imputer la dépense, estimée à 350.000 EUR à l'article 722/733-IN-60/51 du budget extraordinaire 2010 ;
6. de financer la dépense par l'emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat het wenselijk is om de bouw van een uitbreiding van school nr. 16, Leopold III-laan/F. Courtenslaan te beogen om, enerzijds, de

huidige verzuigingsproblemen op te vangen en, anderzijds, te anticiperen op de evolutie van de vraag naar lokalen in het kleuter- en basisonderwijs;

Overwegende dat gezien de werkdruk voor de gemeentelijke dienst architectuur – voornamelijk wat betreft de opvolging van de werven en het ontwerpen van nieuwe projecten – het aan te raden is de studie van deze uitbreiding toe te vertrouwen aan de privé-sector;

Overwegende dat het project een volledige reorganisatie van de site en nieuwe constructies van 3 verdiepingen (gelijkvloers + 2) voorziet, ontworpen volgens de criteria van laag energieverbruik;

Gelet op het bijzonder lastenboek Scha/Infra/2010/023 dat de voorwaarden van de dienstenopdracht vermeldt;

Overwegende dat de voorgestelde gunningswijze de onderhandelingsprocedure met bekendmaking is, omdat de aard van de diensten zodanig is dat de specificaties van de opdracht niet met voldoende precisie vastgesteld kunnen worden om een toewijzing volgens de procedure van de aanbesteding of de offerteaanvraag toe te laten;

Op voorstel van het College van de Burgemeester en Schepenen

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het project goed te keuren om aan de privé-sector een architectenopdracht toe te vertrouwen voor de studie van de uitbreiding van school 16, gelegen Leopold III-laan 31;
2. de gunningswijze van de opdracht vast te leggen : onderhandelingsprocedure met bekendmaking;
3. de voorwaarden van de dienstenopdracht vast te stellen volgens het bijzonder lastenboek met als referentie Scha/Infra/2010/023, omvattende het contractontwerp;
4. de tekst van het in het Publicatieblad van de Europese Unie en in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht goed te keuren;
5. de uitgave, geraamd op 350.000 EUR aan te rekenen op artikel 722/733-IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010;
6. de kosten te financieren met een lening.

SP 26.- Complexe Tamines sis place Stephenson 78-84 - Travaux d'aménagement des installations de chauffage et ventilation - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation -=- Complex Tamines gelegen Stephensonplaats 78-84 - Inrichtingswerken aan de verwarming en ventilatie- Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la délibération du 27 juin 2007 par laquelle le conseil communal a arrêté le mode de passation et fixé les conditions du marché de travaux visant au réaménagement et à la rénovation des locaux du complexe situé 78-84 rue Stephenson ;

Vu la délibération du 9 juin 2009 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins désigne l'entreprise générale de construction en qualité d'adjudicataire chargé des travaux ;

Considérant que le chantier est en cours depuis octobre 2009 ;

Considérant l'abandon du projet de confier en interne les travaux relatifs à l'aménagement des installations de chauffage et ventilation suite à la réorganisation des services techniques ;

Considérant par conséquent la nécessité de confier la partie HVAC à une entreprise privée ;

Vu le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/015 ;

Considérant que ces travaux sont estimés à 150.000 EUR;

Considérant que cette dépense devra faire l'objet d'une modification budgétaire de 150.000 € à l'article 930/724IN-60/-51 du budget extraordinaire 2010;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. d'approuver le projet de travaux relatifs à l'aménagement des installations de chauffage et ventilation dans les locaux du complexe Tamines, sis rue Sphephenson 78-84 comprenant le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/015, le métré, le devis estimatif et les plans ainsi que le plan général de coordination sécurité-santé du chantier;
2. d'arrêter l'adjudication publique comme mode de passation du marché;
3. de fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/015;
4. d'approuver le texte de l'avis de marché à publier dans le bulletin des adjudications ;
5. de financer la dépense par l'emprunt .

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 27 juni 2007 houdende vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht van werken betreffende de herinrichting en de renovatie van het complex gelegen Stephensonstraat 78-84;

Gelet op het collegebesluit van 9 juni 2009 houdende aanduiding van de algemene aannemer als opdrachtnemer van de werken;

Overwegende dat de werf sinds oktober 2009 aan de gang is;

Overwegende dat ten gevolge van de reorganisatie van de technische diensten werd afgezien van het project om de werken betreffende de inrichting van de ventilatie- en verwarmingsinstallaties intern uit te voeren;

Overwegende, bijgevolg, de noodzaak om het deel HVAC toe te vertrouwen aan een privé-onderneming;

Gelet op het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/015;

Overwegende dat de kosten op 150.000 EUR werden geraamd;

Overwegende dat deze uitgave het voorwerp moet uitmaken van een begrotingswijziging van 150.000 € op artikel 930/724IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het project van werken goed te keuren betreffende de inrichting van de ventilatie- en verwarmingsinstallaties in de lokalen van het complex Tamines gelegen Stephensonstraat 78-84, omvattende het bijzonder lastenboek Scha/Infra/2010/015, de meetstaat, de kostenraming en de plannen alsook het algemeen plan voor de veiligheids- en gezondheidscoördinatie van de werf ;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te stellen zoals vermeld in het bijzonder lastenboek Scha/Infra/2010/015;
4. de tekst van het in het Bulletin der Aanbestedingen te publiceren bericht van opdracht goed te keuren;
5. de kosten te financieren met een lening.

**SP 27.- Lycée Emile Max sis chaussée de Haecht 229-237 -
Rénovation des corniches - Mode de passation et
fixation des conditions du marché - Approbation
-- Emile Max Lyceum gelegen
Haachtsesteenweg 229-237 - Vernieuwing van de
kroonlijsten- Wijze van gunnen en vaststelling
van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant que les façades, y compris les corniches, du Lycée Emile Max, sis chaussée de Haecht 229, ont été rénovées début 2001 ;

Considérant la nécessité d'entreprendre de nouveaux travaux de rénovation des corniches, afin d'assurer leur pérennité pour une nouvelle période de 10 ans;

Vu le projet établi par les services techniques communaux, comprenant principalement :

- Le grattage, ponçage et la mise en peinture des corniches et de leurs menuiseries annexes ;
- Le renouvellement des éléments défectueux en bois et en zinc (afin d'assurer leur étanchéité) ;

Considérant que la dépense a été estimée à 150.000 € TVA incluse ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver le projet relatif aux travaux de rénovation des corniches du Lycée Emile Max, sis chaussée de Haecht 229 ;
2. De retenir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
3. De fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2010/010;
4. D'imputer la dépense, estimée à 150.000 €, TVA inclus, à l'article 731/724-IN-60/51 du budget extraordinaire de 2010 ;
5. De financer la dépense par un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de gevels, met inbegrip van de kroonlijsten, van het Emile Max Lyceum, gelegen Haachtsesteenweg 229, begin 2001 werden gerenoveerd;

Overwegende de noodzaak om nieuwe renoveringswerken aan de kroonlijsten uit te voeren, zodat het goede behoud ervan voor een nieuwe periode van 10 jaar wordt gewaarborgd;

Gelet op het project, opgesteld door de gemeentelijke technische diensten, omvattende voornamelijk:

- het afkrabben, afschuren en schilderen van de kroonlijsten en hun bijhorend houtwerk;
- de vernieuwing van de beschadigde houten en zinken elementen (om de waterdichtheid te verzekeren);

Overwegende dat de kosten werden geraamd op 150.000 €, BTW inbegrepen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. in te stemmen met het project betreffende de renoveringswerken aan de kroonlijsten van het Emile Max Lyceum, gelegen Haachtsesteenweg 229;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. de voorwaarden van de overeenkomst vast te leggen zoals vermeld in het bijzonder bestek nr. Scha/Infra/2010/010;
4. de uitgave, geraamd op 150.000 €, BTW inbegrepen, aan te rekenen op artikel 731/724-IN-60/51 van de buitengewone begroting over 2010.
5. de kosten te financieren met een lening.

**SP 28.- Hôtel communal - Aménagement de bureaux dans les combles - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation --
Gemeentehuis - Inrichting van kantoren op de zolderverdieping- Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la réorganisation des services communaux et le déménagement de plusieurs services au sein de l'hôtel communal, notamment du service de la recette vers l'aile arrière du niveau +3;

Considérant que des travaux préalables de rénovation sont indispensables ;

Vu le projet établi par les services techniques communaux, comprenant principalement :

- des démolitions
- l'aménagement de planchers surélevés et de nouvelles cloisons
- les parachèvements intérieurs
- le renouvellement des installations électriques et de chauffage

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver le projet relatif aux travaux de rénovation de l'aile arrière du niveau +3 de l'hôtel communal en vue d'y abriter le service de la recette ;
2. De retenir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
3. De fixer les conditions du marché telles qu'énoncées dans le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2010/009;
4. D'imputer la dépense, estimée à 300.000 € (révisions de prix, imprévus et TVA inclus), à l'article 104/724-IN-60/51 du budget extraordinaire de 2010
5. De financer la dépense par un emprunt.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de reorganisatie van de gemeentelijke diensten en de verhuis van meerdere diensten binnen het gemeentehuis, met name van de dienst ontvangsten naar de achtervleugel van de 3^{de} verdieping;

Overwegende dat renovatiewerken vooraf onontbeerlijk zijn;

Gelet op het project, opgesteld door de gemeentelijke technische diensten, omvattende voornamelijk:

- afbraakwerken;
- inrichting van verhoogde vloeren en nieuwe scheidingswanden;
- de binnenafwerkingen;
- de vernieuwing van de elektrische en verwarmingsinstallaties;

Op voorstel van het College van de Burgemeester en Schepenen

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. het project goed te keuren betreffende de renovatiewerken aan de achtervleugel van het 3^{de} verdiep van het gemeentehuis, om er de dienst ontvangsten in onder te brengen;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze van de opdracht;
3. de voorwaarden van de opdracht vast te leggen zoals vermeld in het bijzonder bestek nr. Scha/Infra/2010/009;
4. de uitgave, geraamd op 300.000 EUR (prijsherzieningen, onvoorziene werken en BTW inbegrepen) op artikel 104/724-IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010.
5. de kosten te financieren met een lening.

SP 29.- Terrain communal sis rue F. Bossaerts 56/62 - Construction d'une crèche et de logements - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Approbation == Gemeentegrond gelegen F. Bossaertsstraat 56/62 - Bouwen van een kinderdagverblijf en woongelegenheden- Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle qu'elle a été modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 - en particulier son article 27 - modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la délibération du conseil communal du 17 septembre 2008 approuvant le projet de confier au secteur privé une mission complète d'architecture en vue de la construction d'un immeuble destiné principalement à abriter une crèche sur la parcelle communale sise 58-62 rue François Bossaerts ;

Vu l'arrêté du 19 mars 2009 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale accordant des subventions aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale pour des projets d'infrastructures consacrés aux crèches ;

Considérant qu'en séance du 29 décembre 2009, le Collège des Bourgmestre et Echevins a désigné le bureau d'études adjudicataire du marché de services ;

Vu le courrier du 20 janvier 2010 par lequel M. le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale nous signalant que ce projet est sélectionné et qu'un montant de 437.052 € est réservé ;

Vu le projet établi par le bureau d'études comprenant les plans, le cahier spécial des charges et les métrés descriptif, récapitulatif et estimatif ;

Considérant que le projet prévoit l'aménagement des locaux de la crèche au rez-de-chaussée et au premier étage ainsi que des locaux pour un centre de consultation de l'ONE, la construction d'un parking de 14 places au sous-sol et de 4 appartements en duplex au deuxième et troisième étage, permettant ainsi à l'ensemble de respecter le gabarit des immeubles mitoyens ;

Considérant que l'inscription des crédits nécessaires pour réaliser ces travaux, estimés à 3.900.000 €, sera proposée au budget extraordinaire de 2011 ;

Considérant que, outre le subside précité, le financement sera assuré par le produit de la vente des appartements, estimé à 1.915.000 € et le solde par l'emprunt ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. D'approuver le projet de construction d'un immeuble sur la parcelle communale rue F. Bossaerts 58-62 comprenant l'aménagement d'une crèche de 43 lits, d'un centre de consultation de l'ONE, de quatre appartements en duplex aux étages supérieurs et d'un parking de 14 places au sous-sol ;
2. De choisir l'adjudication publique comme mode de passation du marché ;
3. De fixer les conditions du marché selon le cahier spécial des charges dont références Scha/Infra/2010/025 ;
4. De prévoir le financement comme suit : subsides, produit de la vente des appartements et des emplacements de parking et le solde par l'emprunt ;
5. D'augmenter par le biais des travaux le nombre de places dans cette crèche du nombre indiqué dans l'appel à projet au minimum ;
6. De ne pas modifier, dans les vingt années de l'octroi du subside, l'affectation du bâtiment
7. D'assurer l'entretien et la gestion du bien subsidié
8. De s'engager sur l'honneur à prévenir la Région si des subsides sont sollicités ou obtenus auprès d'autres pouvoirs subsidiaires pour le projet et dans ce cas d'informer la Région de la nature et du montant de ceux-ci ;
9. D'appliquer les réglementations communautaires relatives aux participations financières des parents

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 17 september 2008 houdende goedkeuring van het project om aan de privé-sector een volledige architectenopdracht toe te vertrouwen met het oog op de constructie van een gebouw, hoofdzakelijk bestemd om er een kinderdagverblijf in te huisvesten, op het gemeenteperceel gelegen 58-62, François Bossaertsstraat;

Gelet op het besluit van 19 maart 2009 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van toelagen aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de projecten van gemeentelijke infrastructuur bestemd voor crèches;

Overwegende dat in zitting van 29 december 2009, het College van Burgemeester en Schepenen het studiebureau aanduidde voor de opdracht van diensten;

Gelet op de brief van 20 januari 2010 bij dewelke de heer Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ons meedeelde dat dat project werd geselecteerd en dat een bedrag van 437.052 € hiervoor werd voorbehouden;

Gelet op het project opgemaakt door het studiebureau, omvattende de plannen, het bijzonder bestek, de beschrijvende en samenvattende meetstaten en de kostenraming;

Overwegende dat het project de inrichting voorziet van de lokalen van de crèche op het gelijkvloers en op de eerste verdieping, alsook lokalen voor een raadplegingscentrum van het ONE, de bouw van een parking met 14 plaatsen in de kelderverdieping en van 4 duplex-appartementen op de tweede en derde verdieping, zodanig dat het geheel de afmetingen van de belendende gebouwen respecteert;

Overwegende dat de inschrijving van de kredieten nodig voor de uitvoering van deze werken, geraamd op 3.900.000 €, zal voorgesteld worden op de buitengewone begroting over 2011;

Overwegende dat, naast hoger vermelde subsidie, de financiering zal worden verzekerd met de opbrengst van de verkoop van de appartementen, geraamd op 1.915.000 €, en het saldo met een lening;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. in te stemmen met het project betreffende de constructie van een gebouw op het gemeenteperceel F. Bossaertsstraat 58-62, omvattende de inrichting van een crèche voor 43 bedden, een ONE-raadplegingscentrum, vier duplex-appartementen op de bovenste verdiepingen en een parking met 14 plaatsen in de kelderverdieping;
2. de openbare aanbesteding te weerhouden als gunningswijze voor de opdracht;
3. de voorwaarden van de overeenkomst vast te leggen zoals vermeld in het bestek met als referentie Scha/Infra/2010/025;
4. de financiering als volgt te voorzien : subsidie, opbrengst van de verkoop van de appartementen en de parkeerplaatsen en het saldo met een lening;
5. via de werken het aantal opvangplaatsen in dit kinderdagverblijf te verhogen, minstens met het aantal dat vermeld werd in de projectoproep;
6. in de eerste twintig jaar na de toekenning van de subsidie de bestemming van het gebouw niet te wijzigen;
7. in te staan voor het onderhoud en het beheer van het gesubsidieerde goed;
8. er zich op erewoord toe te verbinden het Gewest ervan op de hoogte te stellen indien voor het project subsidies worden aangevraagd of verkregen bij andere subsidiërende overheden en in dat geval het Gewest op de hoogte te stellen van de aard en het bedrag daarvan;
9. de gemeenschapsregelingen met betrekking tot de financiële bijdragen van de ouders toe te passen.

**SP 30.- Seniorie Radium - Mise en place d'une boucle d'eau chaude ECS - Majoration de la dépense ==-
Seniorie Radium - Plaatsen van een
warmwaterbocht WWS - Meeruitgave**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1^a - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Vu la délibération au conseil communal du 28 avril 2010, prenant pour information la décision du collège des bourgmestre et échevins relatives aux conditions et au mode de passation du marché de travaux visant au placement d'une boucle ECS permettant une arrivée rapide et régulière d'eau chaude dans les installations sanitaires des appartements de la seniorie Radium ;

Considérant que le coût de ces travaux était estimé à 18.000 €;

Considérant que les postes 1.8 et 2.0 du métré estimatif ne correspondaient pas à la réalité et ont été vraisemblablement sous-estimés ;

Considérant que la seule offre reçue et correspondant aux exigences techniques s'élève à un montant de 18.731,42 €;

Considérant que le budget extraordinaire nécessaire à l'imputation de cette dépense est disponible à l'article 922/724in-60/-51 ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

- 1) D'approuver la majoration du coût des travaux visant au placement d'une boucle ECS permettant une arrivée rapide et régulière d'eau chaude dans les installations sanitaires des appartements de la seniorie Radium pour le porter à 18.731,42 € TVA de 6% comprise ;
- 2) D'imputer cette majoration de 731,42 € à l'article 922/724IN-60/-51 du budget extraordinaire 2010
- 3) De la dépense par le boni du service extraordinaire.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1^o a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 – tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het raadsbesluit van 28 april 2010, nemende ter informatie de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende de voorwaarden en de gunningswijze van de werken met het oog op de plaatsing van een SWW-kring die een snellere en regelmatiger toevoer van warm water in de sanitaire installaties van de appartements van de seniorie Radium moet mogelijk maken;

Overwegende dat de kosten voor deze werken geraamd werden op 18.000 EUR;

Overwegende dat de posten 1.8 en 2.0 van de kostenraming niet overeenkwamen met de realiteit en hoogstwaarschijnlijk onderschat werden;

Overwegende dat de enige ontvangen offerte, die eveneens tegemoet komt aan de technische vereisten, 18.731,42 EUR bedraagt;

Overwegende dat het noodzakelijke buitengewone budget voor de aanrekening van deze uitgave beschikbaar is op artikel 922/724in-60/-51;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. de verhoging van de kosten goed te keuren, tot 18.731,42 EUR - 6 % BTW inbegrepen, voor de werken betreffende de plaatsing van een SWW-kring die een snellere en regelmatiger toevoer van warm water moet mogelijk maken in de sanitaire installaties van de appartementen van de seniorie Radium;
2. deze verhoging van 731,42 EUR aan te rekenen op artikel 922/724IN-60/-51 van de buitengewone begroting over 2010;
3. de kosten te financieren met de boni van buitengewone dienst.

Espaces Publics ==- Openbare ruimten

SP 31.- Cimetière communal - Assainissement des terres polluées - Pour information ==- Gemeentelijke begraafplaats - Sanering van de vervuilde gronden - Ter informatie

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 et particulièrement sont article 17§ 2, 1° a et d, relative aux marchés publics et, à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité, et ses modifications ultérieures;

Vu la délibération du Conseil communal du 30 septembre 2009 arrêtant le mode de passation et fixant les conditions du marché relatif à l'assainissement des terres polluées du cimetière communal ;

Vu la lettre du 8 décembre 2009 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale nous informant que la délibération du Conseil communal était devenue exécutoire par expiration du délai;

Considérant qu'aucune offre régulière n'a été déposée lors de la séance d'ouverture du 7 décembre 2009 ;

Vu la délibération de non-attribution du collège du 20 avril 2010 ;

Considérant que ces travaux d'assainissement doivent être réalisés au plus tôt ;

Vu les décisions des 20 avril 2010 et 4 mai 2010 par lesquelles le collège des Bourgmestre et Echevins a décidé :

1. de lancer l'appel à la concurrence par procédure négociée aux conditions fixées dans le cahier spécial des charges Scha/Infra/2010/013
2. d'approuver le nom des 12 entreprises qui seront consultées
3. d'approuver la date d'ouverture des offres fixée au 28 mai 2010
4. d'imputer la dépense estimée 67.000 € hors TVA à l'article 878/725IN-62 du budget extraordinaire de 2010

5. d'approuver le financement de la dépense par le boni du service extraordinaire
6. d'approuver la délibération de non attribution
PREND POUR INFORMATION : par appel nominal, à l'unanimité
Les décisions des 20 avril et 4 mai 2010 du collège des Bourgmestre et Echevins

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, en de laatste wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur in de provincies en gemeenten;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 24 december 1993, inzonderheid artikel 17§2,1° a en d, betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de laatste wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, en de laatste wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en zijn laatste wijzigingen, inzonderheid artikel 3 § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, bijlage bij het bovengenoemd koninklijk besluit van 26 september 1996, en de laatste wijzigingen;

Gelet op het raadsbesluit van 30 september 2009 houdende vaststelling van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht met betrekking tot de sanering van de vervuilde bodem van de gemeentelijke begraafplaats;

Gelet op de brief van 8 december 2009 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarbij ons wordt medegedeeld dat het raadsbesluit uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Overwegende dat geen enkele regelmatige offerte werd ingediend tijdens de openingszitting van 7 december 2009;

Gezien het collegebesluit van 20 april 2010 van niet-toekenning van de opdracht;

Overwegende dat deze saneringswerken zo snel mogelijk gerealiseerd moeten worden;

Gelet op de Collegebesluiten van 20 april en van 4 mei 2010 houdende:

1. het uitschrijven van een oproep tot mededinging bij onderhandelingsprocedure, aan de voorwaarden, vastgelegd in het bijzonder bestek Scha/Infra/2010/013;
2. goedkeuring van de namen van de twaalf bedrijven die geraadpleegd zullen worden;
3. goedkeuring van de datum van opening van de offertes, vastgesteld op 28 mei 2010;
4. aanrekening van de op 67.000 EUR geraamde uitgave, exclusief BTW, op artikel 878/725IN-62 van de buitengewone begroting over 2010;
5. goedkeuring van de financiering van de kosten met de boni van de buitengewone dienst;
6. goedkeuring van het collegebesluit houdende de niet-toekenning.

NEEMT TER INFORMATIE bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

De Collegebesluiten van 20 april en van 4 mei 2010.

SP 32.- Schaerbeek Propreté & Espaces Verts - Caméras de surveillance utilisées dans le cadre des opérations de lutte contre les salissures de l'espace public - Déclaration à la Commission vie

**privée -- Schaarbeek netheid & Groene ruimten
- Bewakingcamera's gebruikt in het kader van de
strijd tegen sluikstorten op openbare plaatsen -
Verklaring aan de Commissie persoonlijk
levenssfeer**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 32 voix et 8 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 32stemmen en 8 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 135 de la Nouvelle Loi Communale,

Vu la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance,

Vu la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel,

Vu la loi du 12 novembre 2009 visant à modifier la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance,

Vu l'arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra (modifié par l'arrêté royal du 21 août 2009),

Vu la circulaire ministérielle relative à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, telle que modifiée par la loi du 12 novembre 2009,

Vu l'avis positif du chef de police de la zone 5344, en date du 10 juillet 2009,

Considérant que l'effort produit par la commune en matière de lutte contre les salissures mérite d'être poursuivi ;

Considérant que la stratégie menée jusqu'ici par « Schaarbeek Propreté & Espaces Verts », avec la collaboration de la zone de police, implique notamment l'utilisation de caméras de surveillance dans des lieux ouverts ;

Considérant que cette stratégie s'applique à l'ensemble du territoire communal et que les caméras sont fixées temporairement en divers lieux, en fonction de l'évolution du phénomène de salissure ;

Considérant qu'avant chaque utilisation des caméras, des pictogrammes tels que visés à l'article 5, § 3, alinéa 3, de la loi, seront apposés en nombre suffisant, de manière à assurer une accessibilité certaine à l'information ;

Considérant que les caméras de surveillance utilisées dans le cadre de ces opérations n'auront d'autre but que l'authentification de personnes se livrant à des actes de salissure de l'espace public, à l'exception des dispositions visées par l'article 9 de la loi ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

AVISE POSITIVEMENT par appel nominal, par 32 voix et 8 abstentions

L'utilisation de caméras de surveillance susceptibles d'être fixées provisoirement dans des lieux ouverts, sur l'ensemble du territoire communal, dans le cadre des opérations menées contre les personnes se livrant à des actes de salissure de l'espace public.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet,

Gelet op de wet van 21 maart 2007 die de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's regelt,

Gelet op de wet van 8 december 1992 m.b.t. de bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens,

Gelet op de wet van 12 november 2009 houdende wijziging van de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's,

Gelet op koninklijk besluit van 10 februari 2008 tot vaststelling van de wijze waarop wordt aangegeven dat er camerabewaking plaatsvindt (gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 augustus 2009),

Gelet op de ministeriële omzendbrief m.b.t. de wet van 21 maart 2007 die de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's regelt, zoals beoogd in de wetswijziging van 12 november 2009,

Gelet op het positief advies van de korpschef van de Politiezone 5344 op 10 juli 2009,

Overwegend dat de inspanningen geleverd door de gemeente inzake de strijd tegen de vervuiling verdienen verder gezet te worden;

Overwegend dat de strategie die tot nu toe door "Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes", i.s.m. de politiezone, o.a. het gebruik van bewakingscamera's inhoudt op niet besloten plaatsen;

Overwegend dat deze strategie op het geheel van het gemeentelijk grondgebied wordt toegepast en dat de camera's tijdelijk worden geplaatst, op verschillende plaatsen, in functie van de verplaatsing van het vervuilingsfenomeen;

Overwegend dat vóór elk gebruik van de camera's er in voldoende mate pictogrammen, zoals bedoeld in artikel 5, §3, alinea 3 van de wet, geplaatst zullen worden, ten einde een toegankelijkheid aan bepaalde gegevens te verzekeren;

Overwegend dat de camera's gebruikt tijdens deze operaties geen enkel ander doel heeft als de identificatie van personen die een vervuilend gedrag stellen, met uitzondering van de schikkingen bepaald door artikel 9 van de wet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen

GEEFT bij hoofdelijke stemming, met 32 stemmen en 8 onthoudingen

Een POSITIEF ADVIES over het gebruik van bewakingscamera's, tijdelijk geplaatst op de niet besloten plaatsen over heel het Schaarbeeks grondgebied, in het kader van operaties tegen mensen die over gaan tot het vervuilen van de openbare ruimte.

Voirie -- Weges

**SP 33.- Rénovation des trottoirs de l'avenue Dailly -
Adjudication publique - Modification de l'exercice
budgétaire - Prendre acte -- Renovatie van de
voetpaden in de Daillylaan - Openbare
aanbesteding - Wijziging van het boekjaar -
Akteneming**

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé par 32 voix et 8 abstentions -- Bij hoofdelijke
stemming, goedgekeurd met 32 stemmen en 8 onthoudingen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains
marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux,
de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que
modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales
d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que
modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les
communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à
encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16
juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la
nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en
application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 ;

Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2007-2009 Projet n° 11 (subsidiation à 90 %);

Vu sa délibération du 27 mai 2009 par laquelle il fixe les conditions du marché relatif à la rénovation des trottoir de l'avenue Dailly, choisit l'adjudication publique comme mode de passation du marché et décide de solliciter les subsides du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la lettre du 3 août 2009, par laquelle le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Service de la Tutelle, signale que la délibération du Conseil communal est devenue exécutoire par expiration du délai, mais attirait l'attention sur plusieurs remarques;

Vu sa délibération du 3 février 2010, par laquelle il approuve le cahier spécial des charges corrigé et adapté en fonction des remarques du service de la Tutelle, suite à la demande du service des Travaux Subsidiés ;

Vu l'accord de principe d'octroi de subsides du 8 février 2010 au montant de 974.066,61 € du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale - Service des Travaux subsidiés;

Considérant qu'un marché ne peut pas être mis en concurrence sans que le pouvoir adjudicateur ne soit en possession de l'accord de principe d'octroi de subsides ;

Considérant que ce marché n'a pu être lancé et attribué en 2009;

Considérant que l'imputation budgétaire fait partie des conditions initiales du marché qui relèvent de la compétence du Conseil communal et que le marché ne peut être imputé sur un exercice budgétaire différent que celui prévu initialement par le Conseil communal sans une nouvelle décision de ce dernier ;

Considérant que les crédits ont été réinscrits au budget extraordinaire de 2010 ;

PREND ACTE : par appel nominal, par 32 voix et 8 abstentions que la dépense estimée à 1.100.000€ relative aux travaux de réaménagement des trottoirs de l'avenue Dailly, sera imputée sur l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de Ordonnantie van 16 juli 1998;

Gelet op het Driejarig Investeringsprogramma 2007-2009 – Project nr. 11 (betoelaging voor 90 %);

Gelet op het raadsbesluit van 27 mei 2009 waarbij de voorwaarden werden vastgesteld van de opdracht betreffende de vernieuwing van de voetpaden in de Daillylaan, de openbare aanbesteding werd gekozen als gunningswijze en beslist werd de subsidies van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te vragen;

Gelet op de brief van 3 augustus 2010 bij dewelke het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Dienst Toezicht, ons meedeelt dat dit

raadsbesluit uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn, maar de aandacht vestigt op verscheidene opmerkingen;

Gelet op het raadsbesluit van 3 februari 2010, houdende goedkeuring van het in functie van de opmerkingen van de toezichhoudende overheid verbeterde en aangepaste bijzonder bestek, naar aanleiding van de aanvraag van de dienst gesubsidieerde werken;

Gelet op het principeakkoord van toekenning van subsidies van 8 februari 2010 voor een bedrag van 974.066,61€ van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – dienst gesubsidieerde werken;

Overwegende dat een opdracht niet aan mededinging mag worden onderworpen, zonder dat de aanbestedende overheid in het bezit is van het principeakkoord van toekenning van subsidies;

Overwegende dat de aanbesteding van deze opdracht bijgevolg niet in 2009 kon worden opgestart en toegewezen;

Overwegende dat de begrotingsimputatie deel uitmaakt van de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht, die onder de bevoegdheid vallen van de Gemeenteraad en dat de opdracht niet op een ander begrotingsjaar kan worden ingeschreven dan datgene dat oorspronkelijk door de Gemeenteraad werd voorzien, zonder hierover opnieuw een beslissing te nemen;

Overwegende dat de kredieten opnieuw werden ingeschreven op de buitengewone begroting over 2010:

NEEMT AKTE bij hoofdelijke stemming, met 32 stemmen en 8 onthoudingen

Dat de uitgave, geraamd op 1.100.000 €, betreffende de heraanleg van de voetpaden van de Daillylaan, ingeschreven zal worden op artikel 421/735-IN60/53 van de buitengewone begroting over 2010.

SP 34.- Aménagement de la zone 30 "Village" située dans le triangle formé par les avenues Dailly, Chazal et Rogier - Adjudication publique - Modification de l'exercice budgétaire - Prendre acte -- Inrichting van een zone 30 "Dorp" gelegen op de driehoek gevormd door de Dailly-, Chazal- en Rogierlaan - Openbare aanbesteding - Wijziging van het boekjaar - Akteneming

DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, telle que modifiée à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 fixant la composition des dossiers de demandes de subsides, la nature des pièces justificatives et la procédure d'octroi et de liquidation, en application de l'article 21 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 ;

Vu le projet de Programme Triennal d'Investissement 2007-2009 Projet n° 05 (subsidiation à 90 %);

Vu sa délibération du 27 mai 2009 par laquelle il fixe les conditions du marché relatif à l'aménagement d'une zone 30 située dans le triangle formé par les avenues Dailly, Chazal et Rogier, choisit l'adjudication publique comme mode de passation du marché et décide de solliciter les subsides du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu la lettre du 3 août 2009, par laquelle le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, Service de la Tutelle, signale que la délibération du Conseil communal est devenue exécutoire par expiration du délai, mais attirait l'attention sur plusieurs remarques;

Vu la lettre du 31 août 2009 par laquelle le service des Travaux subsidiés demande une version corrigée des documents eu égard aux remarques formulées par le service de la Tutelle dans sa lettre du 3 août 2009 :

Vu sa délibération du 30 septembre 2009 par laquelle il approuve le cahier spécial des charges corrigé et adapté en fonction des remarques du service de la Tutelle ;

Vu l'accord de principe d'octroi de subsides du 8 février 2010 au montant de 566.089,43 € du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale - Service des Travaux subsidiés;

Considérant qu'un marché ne peut pas être mis en concurrence sans que le pouvoir adjudicateur ne soit en possession de l'accord de principe d'octroi de subsides ;

Considérant que ce marché n'a pu être lancé et attribué en 2009;

Considérant que l'imputation budgétaire fait partie des conditions initiales du marché qui relèvent de la compétence du Conseil communal et que le marché ne peut être imputé sur un exercice budgétaire différent que celui prévu initialement par le Conseil communal sans une nouvelle décision de ce dernier ;

Considérant que les crédits ont été réinscrits au budget extraordinaire de 2010 ;

PREND ACTE : par appel nominal, à l'unanimité que la dépense estimée à 750.000€ relative aux travaux d'aménagement d'une zone 30 située dans le triangle formé par les avenues Dailly, Chazal et Rogier, sera imputée sur l'article 421/735-IN 60 /53 du budget extraordinaire 2010.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op het Koninklijk besluit van 26 september 1996, tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de Ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Gelet op het Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998 houdende vaststelling van de samenstelling van de dossiers voor subsidieaanvragen, van de aard van de bewijsstukken en van de procedures voor toekenning en uitbetaling, overeenkomstig artikel 21 van de Ordonnantie van 16 juli 1998;

Gelet op het Driejarig Investeringsprogramma 2007-2009 – Project nr. 05 (betoelaging voor 90 %);

Gelet op het raadsbesluit van 27 mei 2009 waarbij de voorwaarden werden vastgesteld van de opdracht betreffende de inrichting van een zone 30 gelegen binnen de driehoek gevormd door de lanen Dailly, Chazal en Rogier, de openbare aanbesteding werd gekozen als gunningswijze en beslist werd de

subsidies van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te vragen;

Gelet op de brief van 3 augustus 2009 bij dewelke het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ons meedeelt dat dit raadsbesluit uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn;

Gelet op de brief van 31 augustus 2009 bij dewelke de dienst gesubsidieerde Werken een verbeterde versie van de documenten vraagt, rekening houdend met de opmerkingen van de Dienst Toezicht in hun brief van 3 augustus 2009;

Gelet op het raadsbesluit van 30 september 2009, houdende goedkeuring van het in functie van de opmerkingen van de toezichthoudende overheid, verbeterde en aangepaste bijzonder bestek;

Gelet op het principeakkoord van toekenning van subsidies van 8 februari 2010 voor een bedrag van 566.089,43€ van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest – dienst gesubsidieerde werken;

Overwegende dat een opdracht niet aan mededinging mag worden onderworpen, zonder dat de aanbestedende overheid in het bezit is van het principeakkoord van toekenning van subsidies;

Overwegende dat de aanbesteding van deze opdracht bijgevolg niet in 2009 kon worden opgestart en toegewezen;

Overwegende dat de begrotingsimputatie deel uitmaakt van de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht, die onder de bevoegdheid vallen van de Gemeenteraad en dat de opdracht niet op een ander begrotingsjaar kan worden ingeschreven dan datgene dat oorspronkelijk door de Gemeenteraad werd voorzien, zonder hierover opnieuw een beslissing te nemen;

Overwegende dat de kredieten opnieuw werden ingeschreven op de buitengewone begroting over 2010;

BESLUIT bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Dat de uitgave, geraamd op 750.000€, betreffende de heraanleg van een zone 30 binnen de driehoek gevormd door de lanen Dailly, Chazal en Rogier, zal ingeschreven worden op artikel 421/735-IN60/53 van de buitengewone begroting over 2010.

Gestion immobilière -=- Vastgoedbeheer

SP 35.- Egalité Hommes/Femmes - Gestion de l'estaminet sis dans la Maison des Femmes - rue Josaphat 247 - Concession - Désignation du concessionnaire - Approbation -=- Gelijkheid Mannen/Vrouwen - Beheer van de kroeg in het "Vrouwenhuis" - Josafatstraat 247 - Vergunning - Aanduiding van de concessionaris - Goedkeuring
(voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la loi du 24.12.1993 relative au marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu sa délibération du 19.01.2010 décidant de lancer un appel d'offres pour l'exploitation de l'estaminet situé dans la Maison de Femmes - 247, rue Josaphat à 1030 Bruxelles ;

Vu qu'il n' y a que une seule soumission déposée lors du présent appel d'offres visant la concession de l'estaminet aménagé dans la Maison des Femmes – 247, rue Josaphat à Schaerbeek ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11.05.2010 marquant son accord sur l'attribution d'une concession de l'exploitation de l'estaminet de la Maison des Femmes à Schaerbeek à « L'îlot Saveurs » représenté par Mme VAN HOVE Françoise – avenue du Martin-Pêcheur, 19 bte 8 – 1170 Bruxelles et Mme CHIMANUKA Fatuma – avenue Jupiter 169 bte 7 – 1190 Bruxelles

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision ;
DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

1. de marquer son accord sur les clauses et conditions reprises au projet en annexe de concession du droit exclusif d'exploitation de l'estaminet situé dans la Maison des Femmes – 247, rue Josaphat à 1030 Bruxelles ;
2. d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer un acte de concession, dont le texte est déposé au dossier, avec « L'îlot Saveurs » représenté par Mme VAN HOVE Françoise – avenue du Martin-Pêcheur, 19 bte 8 – 1170 Bruxelles et Mme CHIMANUKA Fatuma – avenue Jupiter 169 bte 7 – 1190 Bruxelles, en qualité de concessionnaire pour l'exploitation de l'estaminet situé dans la maison des Femmes – 247, rue Josaphat à 1030 Bruxelles moyennant paiement d'une redevance annuelle de 7.080 € à indexer chaque année , désigné pour une période de 9 années consécutives, prenant cours le 01.08.2010 et finissant irrévocablement le 31.07.2019, sans bénéfice de tacite reconduction.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24.12.1993 betreffende de overheidsopdrachten en zekere opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

Gelet op haar beraadslaging van 19.02.2010 beslissende om een algemene prijsaanvraag te lanceren betreffende de uitbating van de concessie van alleenrecht, van een drank- en eetgelegenheid gelegen in het Huis van de Vrouwen – Josafatstraat 247 te Brussel;

Gelet op het feit dat de algemene prijsaanvraag betreffende de concessie voor de uitbating van een drank- en eetgelegenheid gelegen in het Huis van de Vrouwen – Josafatstraat 247 te 1030 Brussel één enkele kandidaat heeft opgeleverd;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11.05.2010 waarbij zij zich akkoord verklaart met de toewijzing van de concessie voor de uitbating van een drank- en eetgelegenheid gelegen in het Huis van de Vrouwen aan "L'îlot Saveurs" vertegenwoordigd door Mevrouw VAN HOVE Françoise – Ijstvogellaan 19 bus 8 – 1170 Brussel et Mevrouw CHIMANUKA Fatuma – Jupiterlaan 169 bus 7 – 1190 Brussel,

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de clausules en de voorwaarden hernomen in het project van de concessie van alleenrecht van de uitbating van een drank- en eetgelegenheid gelegen in het Huis van de Vrouwen – Josafatstraat 247 te 1030 Brussel;
2. het College van Burgemeester en Schepenen te machtigen tot het ondertekenen met "L'îlot Saveurs" vertegenwoordigd door Mevrouw VAN HOVE Françoise – Ijstvogellaan 19 bus 8 – 1170 Brussel et Mevrouw CHIMANUKA Fatuma – Jupiterlaan 169 bus 7 – 1190 Brussel, van een concessie van alleenrecht (neergelegd in het dossier) voor het uitbaten van een drank- en eetgelegenheid gelegen in het Huis van de Vrouwen – Josafatstraat 247 – 1030 Brussel mits de betaling van een jaarlijkse bijdrage van 7.080 euros elk jaar te indexeren voor een periode over 9 opeenvolgende jaren aanvangend op 01.08.2010 en eindigend op 31.07.2019 zonder voordeel van stilzwijgende voortzetting.

SP 36.- Reprise pour cause d'utilité publique de la mitoyenneté du n°90 et n°96 rue Royale Sainte-Marie - Contrat de quartier Lehon-Kessels - Approbation ==- Muurovername ten algemene nutte van nr. 90 en nr. 96 Koninklijke Sint-Mariastraat - Wijkcontract Lehon-Kessels - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu les procès-verbaux de reprise de mitoyenneté établis par Monsieur le géomètre communal en date du 31.03.2010 et du 12.04.2010

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27.04.2010

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. De marquer son accord sur le rachat pour cause d'utilité publique dans le cadre du Contrat de Quartier " Lehon-Kessels " de la mitoyenneté avec le n°96, Rue Royale Sainte Marie au prix de 13.800,59 euros + frais notariaux
2. De marquer son accord sur le rachat pour cause d'utilité publique dans le cadre du Contrat de Quartier " Lehon-Kessels " de la mitoyenneté avec le n°90, Rue Royale Sainte Marie au prix de 14.874,41 euros + frais notariaux
3. Imputer la dépense de 28.675 euros à l'article 922/712-CQ-60/05 de 2010

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de proces verbalen van muurovername opgesteld door de gemeentelandmeter dd. 31.03.2010 en 12.04.2010

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 27.04.2010

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de muurovername, ten algemene nutte, in raam van het Wijkcontract "Jeruzalem" van n°96, Koninklijke St. Mariastraat tegen de prijs van 13.800,59 euro vermeerderd met de notariskosten
2. akkoord te gaan met de muurovername, ten algemene nutte, in raam van het Wijkcontract "Jeruzalem" van n°90, Koninklijke St. Mariastraat tegen de prijs van 14.874,41 euro vermeerderd met de notariskosten
3. de uitgave van 28.675 euro te boeken op artikel 922/712-CQ-60/05 van 2010

SP 37.- Reprise pour cause d'utilité publique de la mitoyenneté du n°12 avenue Georges Rodenbach - Approbation ==- Muurovername ten algemene nutte van nr. 12 Georges Rodenbachlaan - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu le procès-verbal de reprise de mitoyenneté établis par Monsieur le géomètre communal en date du 22.04.2010

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 04.05.2010

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. De marquer son accord sur le rachat pour cause d'utilité publique de la mitoyenneté avec le n°12, avenue Georges Rodenbach au prix de 11.325,86 euros + frais notariaux
2. Imputer la dépense de 11.325,86 euros à l'article 922/712-CQ-60/04 de 2010

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op het proces-verbaal van muurovername opgesteld door de gemeentelandmeter dd. 22.04.2010

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 04.05.2010

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de muurovername, ten algemene nutte, van n°12, Georges Rodenbachlaan tegen de prijs van 11.325,86 euro vermeerderd met de notariskosten
2. de uitgave van 11.325,86 euro te boeken op artikel 922/712-CQ-60/04 van 2010

SP 38.- Reprise pour cause d'utilité publique de la mitoyenneté du n°20 avenue Georges Rodenbach - Approbation ==- Muurovername ten algemene nutte van nr. 20 Georges Rodenbachlaan - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu le procès-verbal de reprise de mitoyenneté établis par Monsieur le géomètre communal en date du 22.04.2010

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 04.05.2010

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

1. De marquer son accord sur le rachat pour cause d'utilité publique de la mitoyenneté avec le n°20, avenue Georges Rodenbach au prix de 7.019,63 euros + frais notariaux
2. Imputer la dépense de 7.019,63 euros à l'article 922/712-CQ-60/04 de 2010

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op het proces-verbaal van muurovername opgesteld door de gemeentelandmeter dd. 22.04.2010

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 04.05.2010

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. akkoord te gaan met de muurovername, ten algemenen nutte, van n°20, Georges Rodenbachlaan tegen de prijs van 7.019,63 euro vermeerderd met de notariskosten
2. de uitgave van 7.019,63 euro te boeken op artikel 922/712-CQ-60/04 van 2010

SP 39.- Avenant à l'acte de concession pour l'exploitation de l'espace Horeca au sein du parc Reine-Verte - Partie haute près de l'entrée rue des Palais et de la Cocof à 1030 Bruxelles - Approbation ==- Aansluiting aan de concessieakte van alleenrecht voor het uitbaten van een horecaruimte gelegen in het Koningin-Groenpark - Hoger gelegen gedeelte van het park aan de ingang van de Paleizenstraat en de Franse Gemeenschapscommissie te 1030 Brussel - Goedkeuring

(voir annexes - zie bijlagen)

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 28.05.2008 par laquelle il accorde à l'asbl CANNELLE la concession pour l'exploitation de l'espace au sein du parc Reine-Verte – partie haute près de l'entrée rue des Palais et de la Cocof à 1030 Bruxelles.

Vu l'acte de concession du 30.10.2008 conclu pour une durée de 9 ans consécutives prenant cours le 01.01.2009 et se terminant le 31.12.2017 ;

Considérant que par e-mail du 10.03.2010 Cannelle demande l'autorisation d'occuper un petit local supplémentaire actuellement occupé par les Gardiens de la Paix.

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 27.04.2010 par laquelle il autorise l'occupation de ce local supplémentaire ;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision ;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à signer un avenant, dont le texte est déposé au dossier, à la concession accordée à l'asbl CANNELLE pour l'exploitation de l'espace au sein du parc Reine-verte – partie haute près de l'entrée rue des Palais et de la Cocof à 1030 Bruxelles mettant un local supplémentaire à leur disposition.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op zijn beraadslaging van 28.05.2008 waarbij hij instemt met de toekenning aan de vzw CANNELLE van een concessie voor de uitbating van een horecaruimte, gelegen in het Koninginne-Groenpark – hoger gelegen gedeelte van het park aan de ingang van de Paleizenstraat en de Franse Gemeenschapscommissie te 1030 Brussel

Gelet op de concessieakte van 30.10.2008 aangegaan voor een periode over 9 opeenvolgende jaren aanvangend op 01.01.2009 en eindigend op 31.12.2017 ;

Overwegende dat bij e-mail van 10.03.2010 Cannelle de bezetting vraagt van een bijkomend klein lokaal momenteel gebruikt door de Gemeenschapswacht ;

Gelet op de beslissing van het College van Burgmeester en Schepenen dd.27.04.2010 waarin deze de bezetting van een bijkomend lokaal goedkeurt;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing ;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen het College van Burgmeester en Schepenen te machtigen om over te gaan tot de ondertekening van een aanvullende clause, waarvan de tekst is neergelegd in het dossier, met de VZW CANNELLE voor de uitbating van een horecaruimte, gelegen in het Koninginne-Groenpark – hoger gelegen gedeelte van het park aan de ingang van de Paleizenstraat en de Franse Gemeenschapscommissie te 1030 Brussel waarin een klein bijkomend lokaal ter beschikking wordt gesteld..

SP 40.- Aliénation des terrains excédentaires du cimetière communal situés sur le territoire de Zaventem (Sint-Stevens-Woluwe) à la Vlaamse Landmaatschappij - Rectification de la superficie et du n° cadastral du terrain à vendre - Approbation ==- Vervreemding va de overtollige gronden gelegen langsheen het kerkhof van Schaarbeek te Zaventem (Sint-Stevens-Woluwe) aan de Vlaamse Landmaatschappij - Correctie van de oppervlakte van het te verkopen terrein - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du 03.02.2010 par laquelle a été décidé de procéder à la vente de gré à gré d'une partie de 2ha 81a 92ca de la parcelle cadastrée section B nr 219N d'une superficie totale de 3ha 46a 72ca au prix estimé par le Comité d'Acquisition Bruxelles 2 à la S.A. VLAAMSE LANDMAATSCHAPPIJ - avenue de la Toison d'Or 72 - 1060 Bruxelles, soit 7€/m² ;

Vu le plan et l'extrait de la matrice cadastrale retiré le 23.03.2010 au cadastre par lesquels le cadastre a actualisé la superficie réelle ainsi que le n° de la parcelle ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 04.05.2010;

Considérant qu'il y a lieu de faire doit aux conclusions de cette décision ;

DECIDE par appel nominal, à l'unanimité

Rectifier la superficie du terrain à vendre à la S.A. VLAAMSE LANDMAATSCHAPPIJ - avenue de la Toison d'Or 72 - 1060 Bruxelles en 2ha 89a 42 ca et de rectifier le n° cadastrale en 219 P. Le prix de vente de ce terrain est de 202.594,00 € (28.942 m² x 7 €)

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van 03.02.2010 waarin beslist werd over te gaan tot de onderhandse verkoop van een deel van 2ha 81a 92ca van het kadastrale perceel wijk B nr. 219n dat een totale oppervlakte heeft van 3ha 46a 72ca. aan de prijs vastgesteld door het Aankoopcomité Brussel 2 aan de N.V. VLAAMSE LANDMAATSCHAPPIJ - Gulden Vlieslaan 72 - 1060 BRUSSEL, hetzij 7 €/m²;

Gelet op het plan en het uittreksel uit de kadastrale legger van 23.03.2010 waarin het kadaster de reële oppervlakte en het perceelnummer geactualiseerd heeft

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 04.05.2010;

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen de oppervlakte van het te verkopen terrein aan de N.V. VLAAMSE LANDMAATSCHAPPIJ - Gulden Vlieslaan 72 - 1060 Brussel te corrigeren in 2ha 89a 42ca en het perceelnummer te veranderen in 219P. De verkoopprijs van het terrein bedraagt 202.594,00 € (28.942 m² x 7 €)

Contrat de quartier == Wijkcontract

SP 41.- - Reprise d'un chantier de rénovation des immeubles sis rue Linné 114-116 - Marché de travaux - Majoration de la dépense - Approbation == Hervatting van een werf voor de vernieuwing van gebouwen gelegen Linnéstraat 114-116 - Dienstenopdracht - Meeruitgave - Goedkeuring

DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Considérant que la rénovation des immeubles sis rue Linné 114-116 constituait l'opération 1.2 du contrat de quartier « Brabant-Verte » ;

Considérant que le collège avait, en date du 8 juin 2004, attribué le marché de travaux initial à la société Construct Time aux termes d'une adjudication publique conformément à la décision du conseil du 25 juin 2003 ;

Considérant que l'entreprise désignée adjudicataire a accumulé un retard énorme dans la gestion de ces travaux ;

Vu la décision du collège du 15 janvier 2008 de recourir à la procédure de marché pour compte ;

Considérant que la firme défailtante a été assignée en justice en dommages et intérêts ;

Considérant qu'il convient de confier la poursuite des travaux à une entreprise par adjudication publique ;

Considérant qu'un montant supplémentaire de 100.000,00 € à l'article 922/723-IN-60/54 sera inscrit lors de la prochaine modification budgétaire ;

Vu le cahier des charges SCHAE/INFRA/2010/CQBV/1.2/II a été établi à cette fin ;

Vu la délibération du conseil communal du 28 avril 2010 par laquelle il décide de passer le marché concernant les travaux de rénovation des immeubles sis rue Linné 114-116 restant à exécuter estimés erronément à 150.000,00 € par adjudication publique ;

Considérant que l'estimation réelle s'élève à 250.000,00 € ;

Considérant que la dépense initiale est inscrite à l'article 922/723-IN-60/54 du budget extraordinaire 2010 et une inscription d'un montant supplémentaire de 100.000,00 € à ce même article a été demandée lors de la prochaine modification budgétaire.

Considérant qu'il convient de soumettre cette augmentation du coût estimé des travaux à l'approbation du conseil communal.

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

D'approuver :

1. la majoration de l'enveloppe budgétaire à consacrer pour les travaux de rénovation des immeubles sis rue Linné 114-116 restant à exécuter, estimée à 250.000,00 € TVA incluse ;
2. l'imputation du coût des travaux, soit 250.000,00 € à l'article 922/723-IN-60/54 de 2010 ;
3. le financement de l'opération par le FPGV à concurrence de 150.000,00 € ;
4. le financement par emprunt à concurrence de 100.000,00 € ;

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de Nieuwe gemeentewet ;

Gelet op de wet van 24 december 1993 inzake de openbare aanbestedingen en bepaalde aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 inzake de openbare aanbestedingen voor werken, leveringen en diensten en de gunningen van openbare werken ;

Gelet op het koninklijke besluit van 26 september 1996 dat de algemene uitvoeringsregels voor openbare aanbestedingen en gunningen van openbare werken vastlegt ;

Overwegend dat de renovatie van de gebouwen gelegen in de Linnéstraat 114-116 de operatie 1.2 van het wijkcontract "Brabant-Groen" vormt;

Overwegend dat het college, op datum 8 juni 2004, de oorspronkelijke opdracht voor werken had gegund aan de onderneming Construct Time aan de voorwaarden vermeld in een openbare aanbesteding overeenkomstig de beslissing van de raad van 25 juni 2003 ;

Gezien de aangeduide opdrachtnemende onderneming een enorme vertraging opliep bij het beheer van deze werken ;

Gelet op de beslissing van het college van 15 januari 2008 om over te gaan tot de procedure van opdracht voor rekening ;

Gezien de falende onderneming werd gedagvaard voor schadevergoeding en intresten ;

Overwegend dat het passend is om de werken te gunnen via openbare aanbesteding;

Gelet dat een bijkomend bedrag van 100.000,00 € op artikel 922/723-IN-60/54 bij de volgende begrotingswijziging geboekt zal worden;

Gelet op het bestek SCHAE/INFRA/2010/CQBV/1.2/II dat hiertoe werd opgesteld;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 28 april 2010 waarbij werd beslist om de opdracht voor de renovatiewerken van de gebouwen gelegen in de Linnéstraat 114-116 die nog moeten worden uitgevoerd en die verkeerdelijk geraamd werden 150.000,00 € uit te schrijven via openbare aanbesteden;

Overwegend dat de reële raming 250.000,00 € bedraagt;

Overwegend dat de oorspronkelijke uitgave wordt geboekt op artikel 922/723-IN-60/54 van de buitengewone begroting 2010 en dat een boeking van een bijkomend bedrag van 100.000,00 € op hetzelfde artikel werd gevraagd voor de volgende begrotingswijziging.

Overwegend dat het passend is om deze verhoging van de geraamde kost van de werken ter goedkeuring voor te leggen aan de gemeenteraad.

BESLIST : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

1. de verhoging van de begrotingsenveloppe besteed voor de renovatiewerken van de gebouwen in de Linnéstraat 114-116 die nog moeten worden uitgevoerd, en geraamd worden op 250.000,00 € BTW inbegrepen;
2. het boeken van de kost voor de werken, hetzij 250.000,00 € op artikel 922/723-IN-60/54 van 2010;
3. de financiering van de operatie door het FGSB ten bedrage van 150.000,00 €;
4. de financiering via een lening ten bedrage van 100.000,00 €;

Planification ==- Planificering

SP 42.- Règlement de police sur la préservation de la sécurité et/ou de la salubrité publiques - Approbation ==- Politiereglement op de bewaring van de openbare veiligheid en/of gezondheid - Goedkeuring

**Mme la Bourgmestre ff expose
Mmes Vriamont et Nyssens interviennent.**

DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117, 119, 133 et 135;

Vu le règlement général de police adopté par le Conseil communal en date du 25 novembre 2009 ;

Vu le Règlement Général sur les Bâtisses de la Commune (RGB) arrêté par ordonnance de la Députation Permanente en date du 27 janvier 1948, tel que modifié par Arrêté Royal en date du 24 décembre 1963, en particulier les articles 170 à 174 ;

Vu sa décision du 31 mars 2010 adoptant provisoirement le projet de règlement communal d'urbanisme (RCU) applicable sur tout le territoire de la Commune ;

Considérant que le RCU abrogera et remplacera le RGB dans son entièreté ;

Considérant toutefois que le RCU est un règlement purement urbanistique et donc qu'il ne peut pas traiter des situations qui menacent la sécurité et/ou la salubrité publiques, visées par les articles 170 à 174 du RGB ;

Considérant dès lors qu'il convient d'adopter un règlement de police spécifique permettant de gérer ces situations par l'administration communale et remplaçant ces articles du RGB ;

Considérant que le règlement général de police a été adopté récemment et que le présent règlement spécifique sera intégré dans ce règlement général de police lors de sa prochaine modification ;

Considérant que ce règlement de police sera seulement d'application à la date d'entrée en vigueur du RCU après l'adoption de ce dernier par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 11 mai 2010;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport;

ARRETE par appel nominal, à l'unanimité

Le règlement de police sur la préservation de la sécurité et/ou de la salubrité publiques comme suit :

Art. 1. Ce règlement est applicable sur toutes les situations qui menacent la sécurité et/ou la salubrité publiques sans préjudice de l'application des articles 135 de la nouvelle loi communale et 59 du règlement général de police adopté par le Conseil communal en date du 25 novembre 2009,

Art. 2. - Lorsqu'une construction ou toute partie d'une construction, terrain ou plantation menace la sécurité publique, un procès-verbal de l'état des lieux est dressé par l'agent mandaté et transmis au Bourgmestre qui, sur cette base prend un arrêté et en donne immédiatement avis au propriétaire.

Art. 3. - Si le péril est reconnu imminent, le Bourgmestre intime au propriétaire l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité publique. Ces mesures, les délais d'exécution, ainsi que tout élément nécessaire à l'évaluation de la situation ou à la bonne exécution des mesures sont précisés dans l'arrêté.

Art. 4. - En cas de refus ou de retard dans l'exécution de cet ordre, le Bourgmestre fait prendre toutes les mesures urgentes pouvant garantir la sécurité publique en ce compris tout élément nécessaire à l'évaluation de la situation. Le cas échéant, il fait mettre en place un périmètre de sécurité en attendant que les mesures de sécurisation soient prises.

Art. 5. - Tous les actes et travaux exécutés par l'administration communale dans ce cadre seront réalisés aux frais du propriétaire, qui est tenu d'en rembourser le montant à l'administration communale, même si le risque pour la sécurité publique trouve son origine dans l'action d'une personne ou d'une chose extérieure.

Art. 6.- Le propriétaire qui n'a pas commencé et achevé les actes et travaux requis dans les délais fixés peut être traduit devant les tribunaux.

Art. 7.- Le Bourgmestre peut prononcer l'interdiction d'habitation ou d'occupation de tous les immeubles reconnus dangereux ou insalubre et faire expulser les occupants.

En cas d'expulsion, le Bourgmestre chargera les services compétents du relogement, dans les limites des possibilités de l'administration communale et du C.P.A.S.

Tous les frais encourus par la Commune pour le relogement et l'expulsion des habitants seront à charge du propriétaire qui sera tenu de rembourser le montant à l'administration communale.

Art. 8. - Ce règlement sera d'application à la date d'entrée en vigueur du Règlement Communal d'Urbanisme.

DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117, 119, 133 en 135;

Gelet op het algemene politiereglement aangenomen door de Gemeenteraad op 25 november 2009;

Gelet op het Algemeen Bouwreglement van de Gemeente (ABR) goedgekeurd bij ordonnantie van de Bestendige Deputatie van 27 januari 1948, zoals gewijzigd bij Koninklijk Besluit van 24 december 1963, in het bijzonder de artikelen 170 tot en met 174;

Gelet op haar beslissing van 31 maart 2010 tot voorlopige aanneming van het ontwerp van Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening (GemSV) van toepassing op het ganse gemeentelijke grondgebied;

Overwegende dat de GemSV het ABR in zijn geheel zal opheffen en vervangen;

Overwegende echter dat de GemSV een louter stedenbouwkundig reglement is en dus dat zij geen toestanden kan behandelen die de openbare veiligheid en/of gezondheid bedreigen die de artikelen 170 tot en met 174 van het ABR ;

Overwegende bijgevolg dat het aangewezen is om een specifiek politiereglement aan te nemen dat toelaat om deze toestanden door het gemeentebestuur te laten beheren en dat deze artikelen van het ABR zal vervangen;

Overwegende dat het algemene politiereglement recent werd aangenomen en dat onderhavig specifiek reglement in dit algemene politiereglement zal worden geïntegreerd tijdens haar volgende wijziging;

Overwegende dat dit politiereglement enkel zal worden toegepast op de datum van inwerkingtreding van de GemSV na goedkeuring van deze laatste door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Reglement;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 mei 2010;

Overwegende dat het past gevolg te geven aan de besluiten van dit verslag;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen
Het politiereglement op de bewaring van de openbare veiligheid en/of gezondheid, als volgt:

Art. 1. Dit reglement is van toepassing op alle situaties die de openbare veiligheid en/of gezondheid bedreigen, zonder afbreuk te doen aan de toepassing van de artikelen 135 van de nieuwe gemeentewet en 59 van het algemene politiereglement aangenomen door de Gemeenteraad op 25 november 2009.

Art. 2. Als een bouwwerk of een gedeelte van een bouwwerk, een terrein of een aanplanting de openbare veiligheid bedreigt, wordt een procesverbaal van plaatsbeschrijving door de aangestelde ambtenaar opgemaakt en aan de Burgemeester overgemaakt die op deze basis een besluit neemt en er onmiddellijk de eigenaar van op de hoogte brengt.

Art. 3. Indien het gevaar als dringend wordt beschouwd, dan geeft de Burgemeester aan de eigenaar het bevel om de noodzakelijke maatregelen te nemen teneinde de openbare veiligheid te waarborgen. Deze maatregelen en de uitvoeringstermijnen, alsook elk element noodzakelijk voor de evaluatie van de toestand of de goede uitvoering van de maatregelen worden in het besluit vermeld.

Art. 4. In geval van weigering of vertraging in de uitvoering van dit bevel, laat de Burgemeester alle dringende maatregelen nemen nodig om de openbare veiligheid te kunnen verzekeren, met inbegrip van elke element noodzakelijk voor de evaluatie van de toestand. In voorkomend geval, laat hij een veiligheidsperimeter afbakenen in afwachting van de uitvoering van de veiligheidsmaatregelen.

Art. 5. Alle handelingen en werken uitgevoerd door het gemeentebestuur in dit kader worden op kosten van de eigenaar uitgevoerd die is gehouden het bedrag aan het gemeentebestuur terug te betalen, zelfs indien het gevaar voor de openbare veiligheid voortvloeit uit de actie van een externe persoon of voorwerp.

Art. 6. De eigenaar die de vereiste handelingen en werken niet heeft aangevat en voltooid binnen de vastgestelde termijnen kan voor de rechtbank worden gedaagd.

Art. 7. De Burgemeester kan het verbod op bewoning of bezetting van alle als gevaarlijk of ongezond erkende gebouwen uitspreken en de bezetters ervan laten uitdrijven.

In geval van uitdrijving, zal de burgemeester de bevoegde diensten belasten met de herhuisvesting binnen de mogelijkheden van het gemeentebestuur en het O.C.M.W.

Alle kosten aangegaan door de Gemeente voor de herhuisvesting en de uitdrijving van de bewoners zullen worden verhaald op de eigenaar die is gehouden om het bedrag aan het gemeentebestuur terug te betalen.

Art. 8. Dit reglement zal toepasbaar zijn op de datum van inwerkingtreding van de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening.

* * * * *

M. El Arnouki entre en séance -- De h. El Arnouki treedt ter vergadering.

* * * * *

POINT EN URGENCE -- PUNT IN SPOED

INFRASTRUCTURES -- INFRASTRUCTUUR

Gestion immobilière -- Vastgoedbeheer

**SP 42/2.- Ordonnance de Police réglant la campagne d'affichage électoral pour les élections parlementaires fédérales du 13 juin 2010 -
Approbation -- Politieverordening tot regeling**

van de aanplakkingcampagne voor de federale parlementsverkiezingen van 13 juni 2010 - Goedkeuring

MM. Bouhjar, Van Gorp, Dönmez et Lahlali interviennent

MM. Nimal et De Herde répondent.

M. Grimberghs intervient.

DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

L'urgence est admise à l'unanimité -=- De dringendheid wordt eenparig toegestaan.

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

L'urgence est admise à l'unanimité

LE CONSEIL COMMUNAL

Considérant que les élections parlementaires fédérales se dérouleront le 13 juin 2010 ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre des mesures en vue d'éviter les accidents en matière d'affichage électoral et de prévenir les atteintes à la tranquillité publique ;

Considérant que l'ordre public doit être assuré ;

Vu l'arrêté de police du Gouverneur de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 11.05.2010 ;

Vu les articles 112, 114, 119, 134§1 et 135§2 de la nouvelle loi communale ;

Vu sa délibération du 25.11.2009 établissant, pour les exercices 2010 à 2014, le règlement relatif à la taxe sur les salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ;

Sur propositions du Collège des bourgmestres et Echevins du 18.05.2010;

DECIDE : par appel nominal, à l'unanimité

Article 1 : - Sur le territoire de la commune de Schaerbeek, en dehors des panneaux non commerciaux d'une superficie égale ou inférieure à 4 m2 utilisés par les candidats et/ou les partis politiques, seul l'affichage électoral sur les panneaux communaux est autorisé..

Article 2 : - La liste des panneaux susceptibles d'être utilisés pour l'affichage électoral est jointe au présent règlement. L'annexe au présent règlement précise l'emplacement des panneaux réservés par l'administration communale à l'affichage électoral organisé par le présent règlement.

Article 3 : - Les panneaux électoraux seront divisés en espaces. Chaque liste disposera sur chaque panneau d'un espace désigné par le nom de la liste.

Article 4 : - L'affichage sera assuré par les soins des services communaux à partir du 27.05.2010. A cet effet, les affiches des candidats doivent obligatoirement être déposées par un responsable par liste à l'Hôtel communal de Schaerbeek responsable, agréé par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 5 : - Est interdit, depuis le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement jusqu'au 12 juin 2010 à 7 heures, tout transport, entre 22 heures et 7 heures, d'affiches, d'affichettes, de reproductions picturales et photographiques, de tracts et de papillons, ainsi que du matériel destiné à leur apposition, à l'affichage ou susceptible de servir à les badigeonner ou y tracer des graffitis.

- est interdit à partir du 12 juin 2010 à 21 heures :
- tout arrêt, stationnement ou circulation de véhicules porteurs de publicité électorale,
- toute distribution d'affiches, d'affichettes, de reproductions picturales et photographiques, de tracts et de papillons

Article 6 : - Sans préjudice de l'application du règlement-taxe du 25.11.2009, toute affiche apposée sur un espace attribué à une autre liste fera l'objet d'un surcollage d'office par les services communaux.

Article 7 : - La présente ordonnance sera publiée conformément à l'article 112 de la nouvelle loi communale ; elle entrera en vigueur dès sa publication par voie d'affichage et restera en vigueur jusqu'au 27 juin 2010 à 17 heures.

Article 8 : - Des expéditions de la présente ordonnance seront transmises au Gouverneur de l'Arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, aux greffes du Tribunal de Première Instance et du Tribunal de Police et à la Région de Bruxelles-Capitale.

De dringendheid wordt eenparig toegestaan.

DE GEMEENTERAAD

Overwegende dat de federale parlementsverkiezingen zullen doorgaan op 13 juni 2010;

Overwegende dat het onontbeerlijk is maatregelen te treffen om misbruiken te voorkomen inzake het aanplakken van verkiezingsaffiches en om inbreuken op de openbare rust te voorkomen ;

Overwegende dat de openbare orde moet worden verzekerd ;

Gelet op het politiebepaling van de Gouverneur van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 11/05/2010;

Gelet op artikelen 112, 114, 119, 134§1 en 135§2 van de nieuwe gemeentewet ;

Gelet op zijn beraadslaging van 25.11.2009 die voor de dienstjaren 2010 tot 2014, het reglement betreffende de belasting op het vervuilen van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze vaststelt ;

Op voorstellen van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 18/05/2010;

BESLUIT : bij hoofdelijke stemming, met eenparigheid van stemmen

Artikel 1 : - Op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek zal, buiten de niet commerciële panelen die een maximale of mindere oppervlakte van 4 m² hebben en die gebruikt worden door de kandidaten en/of de partijen, uitsluitend het aanplakken van verkiezingsaffiches op de gemeentelijke panelen toegelaten worden.

Artikel 2 : - De lijst van de panelen die mogen gebruikt worden voor de verkiezingsaanplakking is aan onderhavig reglement gehecht. Het bijvoegsel aan onderhavig reglement stipt aan dat de door het gemeentebestuur toegezegde panelen voor de verkiezingsaanplakking georganiseerd wordt door onderhavig reglement.

Artikel 3 : - De verkiezingspanelen zullen in aanplakruimten verdeeld worden. Elke lijst zal over een ruimte beschikken die zal geïdentificeerd worden door de lijstnaam.

Artikel 4 : - De aanplakking zal verzekerd worden door toedoen van de gemeentediensten vanaf 27/05/2010

De verkiezingsaffiches van de kandidaten moeten verplicht neergelegd worden door een verantwoordelijke per lijst op het gemeentehuis van Schaarbeek, verantwoordelijke erkend door het College van Burgemeester en Schepenen

Artikel 5 : - Is verboden vanaf de dag van de invoetreding van onderhavig reglement tot en met 12 juni 2010 om 7 uur, elk vervoer, tussen 22 uur en 7 uur, van affiches, van plakbriefjes, van reproducties van afbeeldingen en fotografieën en van flyers, van strooibiljetten, alsmede aanplakkingsmateriaal bestemd voor het aanplakken of bekladden of voor het aanbrengen van graffiti's.

- Is verboden vanaf 12 juni 2009 om 21 uur.

- elke stilstand, stationering of verkeer van voertuigen bekleed met verkiezingspubliciteit;

- elke uitdeling van affiches, plakbriefjes, reproducties van afbeeldingen en fotografieën, strooibiljetten en flyers .

Artikel 6 : - onverminderd de toepassing van het taksreglement van 25.11.2009 zal elke affiche die zal aangebracht worden op een ruimte die is toegewezen aan een andere lijst het voorwerp uitmaken van een overplakking door de gemeentediensten.

Artikel 7 : - Onderhavige politieverordening zal worden afgekondigd overeenkomstig artikel 112 van de nieuwe gemeentewet ; zij treedt in voege

vanaf haar afkondiging bij aanplakking en zal van toepassing blijven tot 27 juni 2010 om 17 uur.

Artikel 8 : - Afschriften van huidig reglement zullen overgemaakt worden aan de Gouverneur van het Administratief Arrondissement Brussel-Hoofdstad, evenals aan de griffies van de Rechtbank van Eerste Aanleg en van de Politierechtbank en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

* * * * *

Mme Onkelinx, MM. Vanhalewyn et El Khattabi entrent en séance ==- Mev. Onkelinx, de hh. Vanhalewyn en El Khattabi treden ter vergadering.

* * * * *

Après le point 42/2 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants ==- Na het punt 42/2 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : Mmes-mevr. Held, Vanhauwaert, MM.-hh. Charels, Guillaume, Noël, Clerfayt, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mme-mevr. Nyssens, MM.-hh. Denys, El Khattabi, Özkara, Lahlali, Öztürk, Mmes-mevr. Essaidi, Smeysters, M.-h. Courtheoux, Mmes-mevr. Hemamou, Onkelinx, Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Bouhjar, Mme-mevr. Ozdemir, M.-h. Nimal, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, van de Werve de Schilde, Mme-mevr. Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mme-mevr. Vriamont, MM.- hh. Kaddour, Vanhalewyn et/en Mme-mevr. Jodogne

*

*

*

*

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME HELD
STEMT ALS EERSTE : MEVR. HELD

OUI - JA : O
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	2; 5-9; 11-12; 14-15; 17-31; 34-42/2	3	4
MM.-HH. CHARELS	O	O	O
GUILLAUME	O	O	O
NOEL	O	O	O
CLERFAYT	O	O	O
VERZIN	O	O	O
VAN GORP	O	N	N
DE HERDE	O	O	O
GRIMBERGHS	O	O	O
MMES-MEVR. BOUARFA			
NYSSENS	O	O	O
MM.-HH. DENYS	O	O	O
EL KHATTABI	O	O	O
OZKARA	O	N	N
KÖSE			
LAHLALI	O	N	N
RAMDANI			
ÖZTURK	O	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O	O
SMEYSTERS	O	O	O
M.-H. COURTHEOUX	O	N	N
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O	O
ONKELINX	O	N	N
DURANT	O	O	O
MM.-HH. KÖKTEN	O	N	N
KÖKSAL	O	O	O
DÖNMEZ	O	N	N
MME-MEVR. ALIC			
M.-H. BOUHJAR	O	N	N
MME-MEVR. OZDEMIR	O	O	O
M.-H. NIMAL	O	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O	O
GÜLES	O	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O	O
AYAD			
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O	O
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	O	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O	O
ECHOUEL	O	O	O
EL ARNOUKI	O	O	O
MMES-MEVR. VRIAMONT	O	N	O
LEJEUNE DE SCHIERVEL			
MM.-HH. KADDOUR	O	O	O
VANHALEWYN	O	O	O
MME-MEVR HELD	O	O	O
VANHAUWAERT	O	O	O
MME-MEVR. JODOGNE	O	O	O
OUI-JA	40	31	32
NON-NEEN	0	9	8
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	0	0

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME HELD

OUI - JA : 0

STEMT ALS EERSTE : MEVR. HELD

NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	10	13	32-33
MM.-HH. CHARELS	0	-	0
GUILLAUME	0	0	0
NOEL	0	0	0
CLERFAYT	0	0	0
VERZIN	0	0	0
VAN GORP	-	-	-
DE HERDE	0	0	0
GRIMBERGHS	0	0	0
MMES-MEVR. BOUARFA			
NYSSENS	0	0	0
MM.-HH. DENYS	0	0	0
EL KHATTABI	0	0	0
OZKARA	-	-	-
KÖSE			
LAHLALI	-	-	-
RAMDANI			
ÖZTURK	0	0	0
MMES-MEVR. ESSAIDI	0	0	0
SMEYSTERS	0	0	0
M.-H. COURTHEOUX	-	-	-
MMES-MEVR. HEMAMOU	0	0	0
ONKELINX	-	-	-
DURANT	0	0	0
MM.-HH. KÖKTEN	-	-	-
KÖKSAL	0	0	0
DÖNMEZ	-	-	-
MME-MEVR. ALIC			
M.-H. BOUHJAR	-	-	-
MME-MEVR. OZDEMIR	0	0	0
M.-H. NIMAL	0	0	0
MMES-MEVR. CHAN	0	0	0
GÜLES	0	0	0
MM.-HH. DE BEAUFFORT	0	0	0
AYAD			
VAN DE WERVE DE SCHILDE	0	0	0
MMES-MEVR. NALBANT			
GUISSE	0	0	0
MM.-HH. REGHIF	0	0	0
ECHOUEL	0	0	0
EL ARNOUKI	0	0	0
MMES-MEVR. VRIAMONT	-	-	0
LEJEUNE DE SCHIERVEL			
MM.-HH. KADDOUR	0	0	0
VANHALEWYN	0	0	0
MME-MEVR HELD	0	0	0
VANHAUWAERT	0	0	0
MME-MEVR. JODOGNE	0	0	0
OUI-JA	31	30	32
NON-NEEN	0	0	0
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	9	10	8

ORDRE DU JOUR (REPRISE) == AGENDA (VERVOLG)

POINTS INSCRITS À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX ==
PUNTEN OPGETEKENT OP VERZOEK VAN
GEMEENTERAADSLEDEN

SP 43.- Reconversion du site Van Oost : Etude PPP (Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS) == Omzetting van de site Van Oost : Studie PPP (*Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS*)

M. Grimberghs expose son point
M. Köksal intervient
Mme Smeysters répond.

SP 44.- Le point sur les études et procédures en cours pour l'élaboration du PPAS sur le site de la gare Josaphat (Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS) == De toestand van de lopende studie en de werkwijze voor het verwezenlijken van een BBP op de site van het station Josafat (*Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS*)

M. Grimberghs expose son point
Mme le Bourgmestre ff. répond.
M. Charels et Mme Durant interviennent.

SP 45.- Concessions au parc Josaphat et accessibilité à l'avenue Ambassadeur Van Vollenhoven (Demande de Madame Bernadette VRIAMONT) == Concessies in het Josafatpark en toegang tot de Ambassadeur Van Vollenhovenlaan (*Verzoek van Mevrouw Bernadette VRIAMONT*)

Mme Vriamont expose son point
M. Grimberghs intervient.
M. Nimal répond

SP 45/2.- Le contrôle des ASBL Para communales (Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS) == De controle over de paracommunale vzw's (*Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS*)

M. Grimberghs expose son point
M. Courtheoux, Mme Durant et M. Clerfayt interviennent
M. Nimal répond

SP 45/3.- La STIB et les priorités schaarbeekoises (Demande de Monsieur Yvan de BEAUFFORT) == De MIVB en de schaarbeekse prioriteiten (*Verzoek van de heer Yvan de BEAUFFORT*)

M. de Beaufort expose son point
Mme Smeysters répond.

QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN

SP 46.- La suite de l'affaire portée en justice concernant le terminal low cost (Question de Monsieur Yvan de Beaufort) -- De gevolgen van de zaak dat voor het gerecht werd gebracht betreffende de terminal Low cost (*Vraag van de heer Yvan de Beaufort*)

M. de Beaufort pose sa question
M. Guillaume répond.

SP 47.- L'état des lieux de l'avancement des travaux du Parc Josaphat (Question de Monsieur Yvan de Beaufort) -- De inventaris van de vooruitgang van de werken in het Josafatpark (*Vraag van de heer Yvan de Beaufort*)

M. de Beaufort pose sa question
M. De Herde répond

SP 47/2.- Les inscriptions dans nos écoles (Question de Monsieur Larbi KADDOUR) -- De inschrijvingen in onze scholen (*Vraag van de heer Larbi KADDOUR*)

M. Kaddour pose sa question
M. Verzin répond

La séance publique est levée à 21 heures 40 minutes -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 21.430 uur.